

Victoire électorale de la section ceylanaise de la IV^e Internationale (page 2)

Le mythe stalinien s'effondre (page 6-7)

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

Mobilisez-vous
contre la
répression !

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

A la porte le gouvernement "socialiste" qui fait la politique de la réaction

GOVERNEMENT OUVRIER POUR LA PAIX EN ALGERIE

Nous voici entrés en plein dans la guerre d'Algérie, dans la guerre contre la révolution algérienne.

Le gouvernement du socialiste Guy Mollet a largement obtenu les pouvoirs spéciaux. De temps à autre, on mentionne des réformes dont on ne sait en quoi elles consistent, quand elles seront appliquées et où c'est d'ailleurs sans importance. Car les pouvoirs spéciaux, c'est d'abord l'action militaire nécessitant la mobilisation de disponibles, l'envoi du contingent, les appels anticipés. Et, comme on y procède encore avec une certaine prudence (l'expérience du gouvernement Edgar Faure en ce domaine n'est pas tout à fait oubliée), on organise l'enrôlement de volontaires. Il s'agit là, avant tout, de la formation d'une armée composée mi de mercenaires mi de fascistes, une armée propre à mener la guerre civile soit en Algérie, soit ici en France, contre les masses travailleuses.

Les pouvoirs spéciaux pour l'Algérie ont eu aussitôt leur pendant en France, le tribunal militaire. Claude Bourdet a eu l'honneur d'être inculpé le premier. Par un gouvernement dont le chef, socialiste, avait trouvé quelque chose de « sain » dans l'émeute fasciste du 6 février à Alger, mais qui trouve « malfaisante » la résistance à une expédition colonialiste. Claude Bourdet est en « liberté provisoire », mais les Le Pen, Biaggi, Tixier-Vignancourt et autres peuvent appeler à la guerre, et l'Algérie ne leur suffisant pas, certains demandent l'envoi d'une escadre à Alexandrie.

Tous demandent aussi que les Etats-Unis approuvent l'action du gouvernement français en Algérie, mais trouvent scandaleux que les paysans égyptiens se mêlent d'avoir une opinion sur la même question.

La propagande pour la guerre va crescendo. Tous les moyens sont bons. Aussi bien la déclaration — la main sur le cœur, comme toujours — de Herriot, que

les séances du procès des fuites où, sous prétexte de l'Indochine, c'est la guerre en Algérie qui est à l'ordre du jour.

Et tout cela se passe moins de trois mois après les élections du 2 janvier. Le 2 janvier ? Le Front Républicain ? La paix en Algérie ? Que cela est loin, bien loin.

En dehors des manifestations fascistes du 6 février à Alger, la réaction n'a guère montré son visage dans le pays. Au contraire, quand les poujadistes ont voulu manifester à Toulouse et dans d'autres villes, les travailleurs leur ont aisément imposé le silence.

La situation a tourné aussi rapidement, les illusions se sont dissipées si vite, uniquement parce que

(Suite page 12)

MINGUET, BOUVET, WEILL arrêtés pour avoir reçu "Résistance Algérienne" organe du Front de Libération Nationale Algérien EXIGEZ LEUR LIBERATION

Judi 5 avril des policiers se présentaient chez nos camarades Simone MINGUET et Raymond BOUVET et chez la camarade Janine WEILL. Ils ont perquisitionné et les ont arrêtés immédiatement.

Leur crime était le suivant. Le journal « Résistance Algérienne », organe du Front de Libération Nationale algérien, posté de Belgique, qui leur avait été adressé avait été saisi dans une poste.

Le caractère étonnant de ce motif est éclatant.

Il donne la possibilité à la police de perquisitionner chez n'importe qui et d'arrêter n'importe qui sera destinataire d'un organe déplaisant au gouvernement. Les adresses de nos camarades MINGUET et BOUVET sont bien connues dans les milieux politiques et ils y reçoivent des publications politiques de toutes tendances. Il est facile d'y découvrir le journal qui servira de prétexte à la perquisition.

(Suite page 12)

EN
4 SEMAINES

UNE TENEBREUSE AFFAIRE

A la fois roman-fleuve et « suspense », l'affaire des fuites déroule interminablement ses séances, mais ne semble plus guère intéresser l'opinion publique. Les « ténors » sont intervenus, chacun selon son tempérament propre, Mendès-France s'est élégamment défilé, Baylot et Martinand-Deplat ont fait leur numéro d'anticommunisme, Baranès s'est révélé comme une fripouille ; pour l'ex-commissaire Dides, maintenant député poujadiste (et sans doute toujours agent secret américain) ses ex-petits copains de la D.S.T. sont devenus des « argousins » (pour nous, ils l'ont toujours été, et vous aussi, M. Dides)... Tout ceci était aussi prévisible que les effets de manche de Tixier-Vignancourt ou « l'impartialité » du Président.

Un certain nombre de points doivent cependant attirer l'attention des travailleurs, dans cette provocation qui ne semble pas montée directement contre eux ou contre le P.C. comme le fameux « complot des pigeons », qui eut les mêmes organisateurs (Baylot et Cie), mais ici les « pigeons » seraient plutôt Labrusse et Turpin, perdus dans cette machination montée contre le gouvernement Mendès-France en 1955 et contre les milieux progressistes.

Comme le procès se déroule maintenant à une période cruciale de la guerre d'Algérie, il est évident que l'on cherche à travers lui à atteindre, et surtout, à intimider toute la presse d'opposition à la politique ultra-colonialiste... Ce n'est pas par hasard si « l'Aurore » amalgame avec le plus grand sérieux la récente arrestation de Bourdet et « l'Affaire ». Et les responsables de la défaite française en Indochine (comme s'il y avait d'autre responsable à cette défaite que la volonté révolutionnaire de vaincre du peuple vietnamien) essaient de la faire passer sur le dos de la presse d'opposition — sans doute pour qu'on leur permette d'aller à nouveau faire leurs preuves en Afrique du Nord une fois l'opposition « journalistique » définitivement muselée. Mais la volonté des travailleurs saura faire échouer ces plans, et défendre en fait la liberté de la presse — aussi imparfaite qu'elle soit.

Bientôt paraîtra une brochure sur le 20^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., contenant :

— la lettre ouverte du Comité exécutif de la IV^e Internationale aux membres de tous les P.C. ;

— un texte du Secrétariat International sur le discours de Khrouchtchev s'attaquant à Staline ;

— le « testament de Lénine ».

(En supplément à « Quatrième Internationale »).

ON NOUS ÉCRIT :

DE BRETAGNE

Sur le plan des luttes, nous sommes dans le creux de la vague. « On fait la pression », comme on dit sur les bateaux à vapeur. Les ouvriers semblent avoir de moins en moins confiance dans leurs directions et sont actuellement désorientés par le comportement opportuniste lamentable du P.C. et la compromission du P.S. dans « l'exercice du pouvoir ». Le P.C. continue cependant à recruter. Il faut dire aussi que ses militants vont presque chercher les gens par le bras pour leur proposer la carte d'adhérent.

Les ouvriers de l' Arsenal viennent d'obtenir une augmentation de 5 %. Cela freine leur mobilisation, mais elle viendra quand même, car ils ne sont pas contents et se montrent bien plus exigeants.

Malgré la trahison de la révolution nord-africaine par les directions ouvrières, les ouvriers expriment généralement une position de classe sans équivoque. Très rares sont ceux qui traduisent la position de la bourgeoisie (nous allons perdre nos colonies)... Les jeunes qui partent au régiment sont absolument sans le moindre enthousiasme, au contraire. La plupart sont contre le service militaire et à plus forte raison contre leur participation à la guerre en Afrique du Nord... Le P.C. a mis un frein sérieux à la constitution et au développement des Comités. Il s'est sans doute rendu compte rapidement qu'il allait s'y trouver noyé et dépassé de loin par la combativité et les objectifs de la classe. Mais dès l'apparition des luttes, qui ne tarderont pas, à mon avis, ces Comités reprendront vie et se développeront malgré le P.C....

MAURIAC DÉCOUVRE TROTSKY

A soixante-et-onze ans, M. François Mauriac, de l'Académie Française, vient de découvrir Trotsky, et son billet d'un des derniers « Express » nous informe qu'il s'est « décidé à entrer dans l'épaisse autobiographie du compagnon de Lénine, devant laquelle j'avais jusqu'ici reculé ».

Et Mauriac de s'étonner ingénument de trouver chez ce révolutionnaire marxiste un « récit d'enfance émouvant, sensible », de même qu'il trouve très mystérieuse la « naissance de la foi marxiste » chez un homme qui, dans sa jeunesse « n'a pas souffert, n'a pas été témoin de grandes injustices ». De là à y voir une intervention de « Dieu », il n'y a qu'un pas que le « grand écrivain catholique » est bien près de franchir...

Mais non, M. Mauriac, il n'y a pas besoin de la foi divine pour expliquer Trotsky, pas plus que Lénine, et les plus grands comme les plus obscurs militants révolutionnaires. Le marxisme se suffit à lui-même, et aussi l'indébranlable confiance en l'homme et en l'avenir de l'humanité qu'il apporte.

Dans « le Figaro Littéraire », Mauriac consacre tout un article à « Trotsky vivant et agissant ». Il reconnaît, pour reprendre ses termes, l'évidente séduction de Trotsky et fait l'éloge de ceux de ses dons qui lui sont particulièrement sensibles. Mais, finalement, Mauriac n'oublie pas sa classe :

« Je demeure persuadé, écrit-il, que du point de vue de l'Europe libérale, ce fut une chance qu'à l'apôtre séduisant (pour les socialistes) de la révolution permanente ait été substitué l'épouvantail stalinien ; la Russie est devenue puissante, mais la révolution (en Europe) a été frappée d'impuissance. »

Vous découvrirez bien tard Trotsky, M. Mauriac, et vous le voyez en vaincu. Quelle erreur, Trotsky est en train de vaincre.

Poussée à gauche, Victoire du L.S.S.P. aux élections de CEYLAN

Au moment de terminer ce n^o, les élections générales à Ceylan qui s'effectuent, selon les circonscriptions, sur 3 journées différentes, ne sont pas encore terminées.

Mais les résultats de la journée de jeudi 5 avril sont déjà très significatifs. Ils portaient sur les circonscriptions que le gouvernement considérait comme les plus sûres pour lui. Le gouvernement est battu à plate couture, au profit du Sri Lanka Freedom Party, un parti bourgeois, dirigé par Bandaranaike, qui s'est prononcé, entre autre, pour un statut républicain, le retrait des bases navales anglaises et une politique extérieure à la Nehru.

Nos camarades de Lanka Samasamaja (section ceylanaise de la IV^e Internationale) ont, ce même jour, obtenu 4 sièges (où ils n'en avaient eu jusqu'alors qu'un). Le P.C. a un siège.

Il n'y a pas de doute que les résultats des votes des deux autres jours traduiront le déplacement accentué à gauche des masses à Ceylan, et que nos camarades ceylanaise remporteront un succès marqué.

Le P.C.I. et « la Vérité des Travailleurs » saluent très chaleureusement la victoire du L.S.S.P., qui avait mené une campagne énergique, notamment pour défendre les droits de la minorité de langue tamile.

(Dans les n^{os} de décembre 1955 et mars 1956 de « Quatrième Internationale », nos lecteurs trouveront des informations sur l'activité et les campagnes de nos camarades à Ceylan avant les élections.)

Le Secrétariat International télégraphie au Lanka Samasamaja :

Saluons chaleureusement importante victoire du Parti. Elle récompense fidélité aux intérêts des masses du pays et au programme de la IV^e. En avant pour la République Socialiste de Ceylan.

Notre meeting sur le 20^e Congrès du P.C. Soviétique

Le vendredi 9 mars, à la Mutualité, la salle M était comble. 110 auditeurs étaient venus entendre les points de vue de la IV^e Internationale sur le 20^e Congrès du P.C. soviétique.

La réunion se tint sous la présidence du camarade J. Privas. Le camarade Pierre Frank présenta les positions de la IV^e Internationale sur le 20^e Congrès. Il montra toute l'évolution en cours dans les récentes années, témoignant d'un changement du rapport des forces en U.R.S.S. en faveur des masses travailleuses. Nous renvoyons nos lecteurs, pour l'essentiel de cet exposé, au dernier numéro de la revue « Quatrième Internationale ».

L'exposé terminé, la parole fut donnée aux auditeurs. Il n'y eut aucune contestation sérieuse des faits avancés par le rapporteur. Des précisions furent demandées sur certains points. Par contre, quelques interventions firent des objections sur le sens et le rythme des développements en U.R.S.S., révélant que leurs auteurs voyaient en général la situation en U.R.S.S. plus avancée qu'elle ne l'était en réalité. Par exemple, un camarade voyait déjà une tendance prolétarienne Mikoyan luttant contre une tendance Khrouchtchev...

Des interventions et la réponse du rapporteur mirent les choses au point, notamment sur le fait que la manifestation de différences ne signifiait que la potentialité de tendances divergentes et pas davantage pour le moment et sur le problème de la révolution politique qui devient plus concret que jamais.

Bonne réunion, tel était le sentiment de tous les camarades présents.

Les Jeunes reprendrons la lutte

Les jeunes ont rompu avec l'indifférence à l'égard de la politique qui caractérisait un grand nombre d'entre eux. Les jeunes ne veulent pas faire la guerre d'Algérie et ils le montrent par les moyens qui sont immédiatement à leur portée. Leur refus a une portée politique décisive et leurs modes de protestations peuvent prendre, comme à Rouen l'an dernier, des formes d'une combativité inouïe.

C'est là un des éléments les plus décisifs de la situation actuelle. Mais cette politisation est encore à ses débuts et elle ne saurait se développer seule. Il appartiendrait à l'U.J.R.F. d'organiser et d'impulser les actions des jeunes. Mais l'U.J.R.F. se contente d'une propagande générale sur une série de questions, sans fixer ni ligne, ni perspectives. Dans « l'Avant-Garde », les rubriques consacrées aux loisirs, à la guerre d'Algérie ou aux revendications jeunes s'équilibrent, sans qu'on puisse en tirer une orientation d'ensemble.

Le gouvernement a certainement encore quelques « mesures sociales » dans sa marche. Qu'elles favorisent ou non les jeunes est une question secondaire. Car les plus belles mesures ne sont rien quand on a la perspective de devoir quitter son travail et sa famille pour aller se faire tuer dans une guerre où l'on n'a rien à défendre. Tous les jeunes le savent et beaucoup en ont déduit une attitude d'opposition irrémédiable à la sale guerre d'Algérie. Quant aux autres, il ne saurait être difficile de leur faire partager une telle opposition que l'évolution de la situation renforce constamment. L'exemple des luttes qui se mènent au sein de l'autrefois apolitique Union des Etudiants le montre nettement.

Le problème est donc d'une lutte pour la fin de la guerre d'Algérie, pour le retour du contingent. Cette lutte peut regrouper de nombreux jeunes, si l'on laisse à ceux-ci le soin d'organiser eux-mêmes leurs méthodes de lutte. Dans chaque localité, chaque usine, les jeunes se regroupent pour sortir ensemble, se distraire ensemble. Quand un ou plusieurs membres de ces groupes de copains sont à l'armée, tous les autres ne demandent qu'à continuer à s'occuper d'eux, à tout faire pour les sortir. Spontanément, des actions ont été entreprises depuis septembre dernier; certaines ont abouti à la formation de Comités de jeunes qui continuent à vivre, à mener une action connue et approuvée de tous les jeunes travailleurs du secteur où ils agissent.

Sur quel mot d'ordre peuvent agir ces groupes, ces comités? Les jeunes le savent mieux que personne; et, à côté des mots d'ordre politiques gé-

raux, une série de mots d'ordre se formulent d'eux-mêmes :

- à bas le rappel des classes ayant accompli leur temps ;
- libération immédiate des maintenus ;
- à bas l'appel anticipé de certaines classes (la 56 notamment).

Quant aux formes d'action, elles sont multiples, depuis les plus simples (délégations, pétitions) jusqu'aux plus élevées (protestations et manifestations à l'échelle locale, départementale et nationale) qui deviendront possibles quand une campagne systématique sera entreprise dans toute la France.

A cette campagne, il faut associer ceux auxquels on a mis un uniforme sur le dos. Vin des conscrits, sou du soldat sont de vieilles traditions de mouvement ouvrier français. C'est le moment de les faire revivre, car moins que jamais on ne peut abandonner les contacts avec les encasernés. La solidarité dès le départ à l'armée, c'est le meilleur moyen de prévenir aussi la répression qui tombera comme elle est déjà tombée sur les soldats de Rouen ou de la Gare de Lyon. A l'heure actuelle, c'est seulement dans la perspective d'une opposition d'ensemble à la guerre d'Algérie que peut être envisagée la défense des revendications immédiates des soldats à la caserne (il faudrait à ce propos faire revivre le programme élaboré par l'U.J.R.F. voici quelques années).

Le problème est donc clair! aider les jeunes, sous les formes d'action, toutes centrées autour de la question d'Algérie. L'U.J.R.F. n'en prend pas l'initiative. Le P.C.F., duquel beaucoup de jeunes attendent beaucoup, se borne à une dénonciation générale et, en pratique, vote pour les pouvoirs spéciaux. Il y a de leur part une carence, qui peut être combattue par tous les jeunes et tous les militants ouvriers, quelle que soit leur appartenance politique, par la formation de comités de jeunes contre la sale guerre. Plus qu'un vague comité de personnalités comme le Comité pour la paix en Algérie, un comité national qui serait l'émanation de comités jeunes de localités et d'entreprises, aurait un écho immense dans le pays.

C'est dans ce sens qu'il faut travailler; c'est une tâche d'actualité. Au moment où les éléments les plus valables du mouvement ouvrier s'interrogent sur la politique des organisations ouvrières qui votent les pouvoirs spéciaux, le développement de l'action des jeunes est un des meilleurs garants de renforcement de la lutte du prolétariat et de tous les opprimés.

Le Comité des jeunes de Suresnes continue la lutte

Sur l'action du Comité des Jeunes de Suresnes pour la paix en Algérie :

Avant le vote des pouvoirs spéciaux, une délégation du Comité s'est rendue au Parlement afin de rappeler aux députés la position des jeunes sur les problèmes d'Afrique du Nord et de les appeler à voter contre les pouvoirs spéciaux. Cette délégation n'a pas été reçue. Des lettres ont été remises aux responsables des différents groupes.

Des lettres ont été envoyées aux groupes Socialiste, Communiste, Radical. Ces lettres renouvelaient la position du Comité sur le problème algérien. Un rappel de la position prise, au cours de la campagne électorale, par ces différents groupes, y était fait.

En conclusion, il était demandé à ces groupes de voter contre les pouvoirs spéciaux.

Après le vote, une très large discussion s'est engagée au sein du Comité. Le vote du groupe communiste a été très durement critiqué. Les causes de ce vote ont été analysées (attachement du P.C. à la politique internationale de l'U.R.S.S., politique de détente et de collaboration, voyage de Guy Mollet à Moscou, déclaration de Pineau, politique de Front Populaire). Les conséquences de ce vote ont été étudiées (rappel des disponibilités, politique de force).

Une lettre a été adressée au groupe communiste, indiquant qu'un grand nombre de jeunes du Comité désapprouvaient le vote pour les pouvoirs spéciaux et désiraient avoir un entretien avec les députés responsables (cette lettre est restée jusqu'à ce jour sans réponse).

La propagande du Comité a été intensifiée (affichage, distributions de tracts).

LETRES DE SOLDATS

« Je ne voulais pas l'écrire pour ne pas te montrer tout mon découragement. La vie est dure ici : des conditions de vie très moches, une discipline très stricte. Nous étions, depuis Paris, un petit groupe de copains à tenir le coup tous ensemble. En voilà deux qui ont été tués, la nuit, en douce, en montant la garde. Chaque jour on se dit que ça va être son tour.

« Tout cela ne serait rien si on savait pourquoi on se bat. Mais si je n'avais pas su au départ ce que c'était que leur guerre, je serais renseigné maintenant! Même les copains les plus calmes ont envie de cracher sur la plupart des Français de là-bas. « On se battra pas pour votre fric », a dit un copain l'autre jour au maire d'un pays.

« On se demande quelquefois ce que vous faites en France; je sais bien que les conditions sont difficiles, mais quand même! Après les élections, on était tous fous de joie. Même des gars de droite disaient: « Les communistes ont gagné! Ils vont vous tirer de là. » Mais voilà un mois, et il ne se passe rien.

« Dis aux copains de Paris que je tiens le coup parce que je crois avoir un peu plus foi que les autres soldats; mais si ça continue, je ne sais pas ce qui va arriver. Pourtant, si vous pouviez faire quelque chose de sérieux en France, ici ce serait fini.

« La nourriture est infecte; il y a plein de cas de dysenterie. Et puis la plupart des

gars ont peur: peur de se faire descendre sans savoir pourquoi, peur d'être obligés de faire des saloperies aussi. Quand nous avons quitté la garnison, on se disait que le front serait mieux, qu'on s'y encroûterait moins. Mais maintenant!

« Jusque là on n'avait aucun contact avec la population arabe. Ils nous fuyaient les yeux en dessous. Maintenant, les choses ont l'air de changer un peu. Ils comprennent peut-être qu'on n'a pas voulu être là. »

Le P.C.F. et les soldats de Rouen

Vendredi 2 mars, Leroy, député communiste de Seine-Maritime, demandait au ministre de la Défense nationale « pour quels motifs des soldats rappelés avaient été arrêtés en octobre après les incidents de la caserne Richepance de Rouen ». (!)

Naturellement, le ministre a répondu qu'il approuvait le général d'avoir déferé à la justice militaire 18 des principaux responsables.

Et voilà Leroy qui réplique: « Les manifestants n'avaient pas opposé un refus définitif d'obéissance, (!) ils attendaient que l'Assemblée eût fini de discuter le problème marocain. »

A noter que « l'Humanité » du samedi 3 se contente d'écrire (en page 5): « Ils (les soldats) ont voulu manifester leur opinion en faveur de la négociation. » (!)

Mais nulle part elle ne lance d'appel à agir pour libérer les soldats emprisonnés!

En 1925-1926, lors des guerres du Maroc et de Syrie, les députés communistes, suivant la tradition ouvrière, approuvaient les soldats et les marins qui refusaient de partir et citaient leur exemple du haut de la tribune: il est vrai que cela leur valait la prison.

DE L'INTERDEPENDANCE A LA GUERRE TOTALE

Nous avons souligné à maintes reprises qu'au stade actuel le problème nord-africain formait un tout dont la clef se trouve en Algérie.

Il n'y a pas de contradiction entre l'indépendance dans l'« interdépendance » accordée au Maroc et à la Tunisie et l'enclenchement de la guerre totale en Algérie. L'indépendance aux deux flancs du Maghreb doit servir l'isolement du foyer central, la concentration du maximum des forces militaires sur ce point crucial. Inversement, l'effort désespéré pour sauvegarder « l'Algérie française » doit garantir en même temps l'intangibilité des biens d'« interdépendance ».

Plus que jamais, la clef de la situation est en Algérie.

La lutte pour l'indépendance est un problème de rapport de forces. En notant le sens de l'indépendance qui vient d'être octroyée et ses limites, nous nous garderons d'en sous-estimer l'importance et la portée, précisément parce que la révolution nord-africaine se poursuit et que le déclin de l'impérialisme français est irrémédiable.

En d'autres temps, « l'autonomie interne » de la Tunisie aurait connu un destin comparable au Statut de l'Algérie qui fut bafoué. L'administration colonialiste eût tâté fait de tourner la nouvelle loi. Cette fois, l'autonomie interne cède la place à l'indépendance en six mois de temps. Cette conquête n'est pas à inscrire, évidemment, au crédit de la diplomatie de Bourguiba, mais à celui des combattants d'Algérie et du Rif et à la reprise de la lutte armée en Tunisie même.

Les masses nord-africaines sont conscientes que c'est leur victoire. Elles ne sont pas enclines à cesser la lutte tant que la victoire ne leur semblera pas réelle et complète et qu'elle ne se manifestera pas par la disparition du colonialisme dans la vie quotidienne. Que peut signifier pour elles l'indépendance tant que l'administration colonialiste garde la haute main appuyée sur la police et les troupes françaises, tant que les gros colons continuent à pressurer le fellah et que le problème agraire n'est pas résolu, tant que la guerre se poursuit et s'intensifie contre les frères algériens ?

LES PARTISANS MAROCAINS DEMEURENT SUR LEURS POSITIONS.

Quoi de plus clair que la déclaration de l'armée de libération du Maroc ? On n'a pas pu rééditer l'opération de désarmement des « fellagha » réalisée un an plus tôt en Tunisie.

« L'histoire de l'impérialisme français, déclare le texte de l'armée de libération marocaine, nous dicte la prudence et la vigilance comme la protection la plus efficace pour ne pas tomber dans un piège. L'attitude de la France et son revirement dans la convention avec la Syrie, le Liban et l'Indochine ne sont pas loin de nous. Pour déferer au désir de S.M. le Sultan concernant l'observation du calme jusqu'à ce que soit définie l'orientation de la France dans les négociations et que celle-ci prouve de nouveau ses prédispositions et sa bonne foi, le haut commandement de l'armée de libération a décidé la cessation provisoire des opérations militaires en gardant ses positions jusqu'à ce que la souveraineté marocaine soit entièrement libérée sans condition, ni réserve. Et cela tant que les forces françaises n'attaqueront pas notre armée qui est toujours vigilante. »

Cette attitude d'une haute conscience garantit au mieux la marche du Maroc vers son indépendance complète en même temps qu'elle maintient intacte la solidarité avec les combattants algériens.

LA REVOLUTION ENTRE DANS UN NOUVEAU STADE.

L'indépendance reconnue formellement, assortie du long cortège des restrictions d'une interdépendance indéfinissable, représente aussi un pas en avant par le fait que la révolution nord-africaine sera amenée à prendre un aspect social et politique plus prononcé. Cela paraît plus net en Tunisie où l'U.G.T.T. manifeste le désir de rompre l'union nationale afin

de faire prévaloir les intérêts des masses travailleuses contre les propriétaires fonciers et de réaliser la nationalisation de certains secteurs clefs. Le problème de la République et de la démocratie en général se trouve également soulevé dans le cadre de l'élaboration de la Constitution. L'U.G.T.T. réclame en outre que l'Assemblée Constituante ait un droit de regard sur la politique gouvernementale.

Les grandes revendications sociales des masses, la réforme agraire, la liquidation des bases économiques du colonialisme, l'industrialisation vont occuper la devant de la scène et feront entrer la révolution dans un nouveau stade.

L'ALGERIE, CAS SPECIAL ?

Mais la partie décisive se jouera en Algérie. Les prétextes avancés pour justifier le sort spécial réservé à l'Algérie ne peuvent convaincre personne. Tous les peuples asservis seraient appelés à évaluer vers l'indépendance à l'exception de l'Algérie ?

Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas d'Etat algérien et pas de bourgeoisie algérienne ? Pardi, le colonialisme s'est chargé d'effacer toute trace de la société algérienne par les moyens les plus expéditifs : détruisant, tuant, pillant massivement.

Algérie, cas spécial à cause du million d'Européens implantés dans le pays ? Bonne raison pour justifier le maintien du joug colonial pour les neuf millions de musulmans. La minorité européenne ne constitue un problème que dans la mesure où elle refuse d'abdiquer ses privilèges exorbitants de race élue. Ce n'est pas cette minorité qui se trouve menacée — sauf dans le cadre de son opposition forcenée aux aspirations des masses musulmanes — ce sont ses privilèges de race supérieure. La menace qui plane sur elle n'est pas « la valise ou le cercueil », c'est tout simplement la vie sur un pied d'égalité avec la population musulmane. Qu'une grande partie des Européens ne puisse s'y résoudre ? C'est un faible argument pour justifier, comme le fait Mollet, la guerre totale.

Tout cela, et bien d'autres arguments, c'est la grosse batterie propagandiste pour l'étourdissement populaire. L'art de la grande politique c'est de répondre à côté des questions pour laisser planer l'obscurité sur les aspects plus terre à terre et moins reluisants.

LE GOUVERNEMENT DE LA GUERRE TOTALE.

Porté au pouvoir par la vague d'opposition populaire à la « sale guerre », Mollet reprend et dépasse la politique de ses prédécesseurs réactionnaires. Les pouvoirs spéciaux sont venus remplacer et aggraver très sérieusement « l'état d'urgence » qui avait été énergiquement dénoncé par les députés socialistes et communistes. Ce brusque retournement de la situation ne laisse pas de déconcerter les militants des grandes organisations ouvrières.

Les grands problèmes vitaux comme celui de l'Algérie sont rebelles à la médication des opportunistes. Leurs traitements à la petite semaine aboutissent aux pires désastres. En tournant délibérément le dos à une politique anti-impérialiste conforme au socialisme, les leaders de la S.F.I.O. ne pouvaient que retomber dans la guerre totale.

Une triste tradition veut que toute poussée à gauche en France et la venue au pouvoir des socialistes, voire du P.C.F., se traduise par une répression renforcée et des massacres en Algérie. C'est le gouvernement Blum qui prononça en 1937 la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine et emprisonna ses leaders qui avaient contribué à la fondation du Front Populaire. C'est un gouvernement à participation socialiste et communiste qui présida en 1945 au massacre de 45.000 Algériens dans le Constantinois. C'est le socialiste Naegelen qui monta en 1948 la vaste escroquerie électorale en faisant régner la terreur. Et c'est aujourd'hui Mollet-Lacoste, avec la bénédiction des voix communistes, qui entreprennent la guerre totale contre le peuple algérien.

On viendra se plaindre, après cela, du « nationalisme exacerbé » des Algériens.

Coincidence fortuite et combien regrettable ? Regrettable, certes, mais non fortuite. Lorsqu'on se met en « gérant loyal » au service de l'Etat capitaliste c'est pour monter la défense contre les aspirations du prolétariat et la révolution coloniale. Les faux-socialistes et les pseudo-communistes se démasquent infailliblement devant la question coloniale. C'est une vieille loi de l'histoire du mouvement ouvrier.

La guerre totale a sa logique. Les bombardements massifs de l'aviation et de la marine atteignent davantage les larges populations que les forces combattantes qui se mettent à l'abri. C'est ce que Mollet-Lacoste appellent la pacification. Ils en attendent le ralliement des larges populations algériennes. La pacification n'est pas la guerre, paraît-il. « Les mesures militaires actuelles ne constituent qu'un moyen d'aboutir à la paix », selon les dires du secrétaire général adjoint de la S.F.I.O. Ces formules passe-partout stupides montrent bien que c'est la guerre.

Dans cette voie, il faut un demi-million de soldats en Algérie. Le Maroc et la Tunisie ne resteront pas longtemps inactifs devant le massacre.

L'allure à laquelle la situation s'est détériorée en Algérie pour ressembler à l'Indochine prouve, plus que tout autre chose, que l'indépendance algérienne est une réalité.

On nous communique :

Contre les élections préfabriquées de Ngo-Dinh-Diem

L'Association des Travailleurs Vietnamiens en France (Hiép-doàn Tho Viêt-nam Tai Phap), comprenant les sections de Paris, Marseille, Lyon, Angers, Montagny,

Fidèle à sa lutte menée depuis 6 ans pour l'indépendance et l'unification du Vietnam, dénonce avec force les élections préfabriquées organisées par le gouvernement Ngo Dinh Diem le 4 mars.

Ces élections, dont le caractère séparatiste est évident, visent à saboter l'application des accords de Genève et à doter Diem d'une Assemblée fantoche par laquelle il tente de légaliser son régime dictatorial.

Nous sommes convaincus que le peuple vietnamien du Sud rejettera avec indignation les manœuvres grotesques de Ngo Dinh Diem et que la lutte se poursuivra jusqu'au bout pour l'indépendance et la réunification du pays.

Paris, le 29 février 1956

Aidez-nous contre la répression
SOUSCRIVEZ
pour
"La Vérité des Travailleurs"

PERMANENCE

64, Rue de Richelieu,
PARIS (2^e)
RIC. 03-52 et la suite
Métro : Bourse
Semaine, de 17 h. à 19 h.
le samedi, tout l'après-midi

La naissance du syndicalisme algérien

Assez paradoxalement, l'Algérie aura été le dernier des 3 pays du Maghreb à donner naissance à une centrale syndicale nationale. Compte tenu des difficultés de la situation algérienne et des luttes intestines du mouvement national, le départ s'avère difficile.

En effet, à quelques jours d'intervalle, on vit se constituer deux organisations syndicales. Ce fut d'abord l'U.S.T.A. qui bénéficie de l'appui du M.N.A. et qui manifesta son désir d'adhérer au C.I.S.L., puis c'était l'U.G.T.A. qui semble proche du F.L.N. Cette dernière insista sur les liens qui doivent s'établir entre les 3 centrales maghrébines et subordonne son adhésion internationale à une consultation préalable des militants du mouvement.

Nous regrettons, quant à nous, que le syndicalisme algérien débute dans la division. La force du syndicalisme réside avant tout dans l'unité du mouvement des masses. C'est la condition de toute lutte efficace pour l'émancipation des travailleurs algériens.

Les manifestations des travailleurs nord-africains en France

Depuis quelques semaines, les travailleurs nord-africains manifestent en France, d'abord par solidarité avec leurs frères qui combattent l'impérialisme et qui subissent la répression de celui-ci, et maintenant pour protester contre les mesures qui les frappent strictement en France, notamment contre l'interdiction pratique de retourner dans leur pays.

Par des grèves et des manifestations de rues, ils prolongent le combat de leurs frères d'Algérie.

Il est scandaleux que les organisations ouvrières, notamment le P.C. et la C.G.T., abandonnent les travailleurs nord-africains à la répression. Au lendemain de la grande manifestation à Paris, « l'Humanité » caractérisait les brutalités dont avaient été victimes les Nord-Africains de « pression de la police ». Par contre, elle leur donnait des leçons à propos de deux passants qui auraient, paraît-il, été frappés : vous devez avoir plus de sens politique !

La séparation d'avec les travailleurs français fait le jeu des ennemis communs à tous les travailleurs. La bourgeoisie en profite pour aggraver cette séparation.

Les travailleurs nord-africains dans la métropole, tout légitimement, ne peuvent laisser assassiner leurs frères sans manifester leur solidarité. Ils ont depuis des années été toujours solidaires des travailleurs français en lutte. Rappelons-nous ceux qui sont tombés le 14 juillet 1953 sur la place de la Nation. Il faut forcer les organisations françaises à défendre ces travailleurs et leurs manifestations, et à combattre le racisme nourri par la bourgeoisie.

La suspension du professeur Mandouze

La presse a fait le silence sur les événements qui ont entouré la suspension du cours d'André Mandouze, professeur de latin à l'Université d'Alger et son retour forcé dans la métropole.

A. Mandouze mène depuis des mois une défense courageuse de la résistance algérienne, notamment dans sa revue « Conscience Maghrébine ». Il vint apporter au meeting des intellectuels à Wagram, en février, le salut de la résistance algérienne.

Après maintes menaces et mesures policières, A. Mandouze a été agressé à Alger par un commando d'une cinquantaine d'étudiants colonialistes qui a envahi son appartement, saccageant les meubles, détruisant et pillant ses papiers, brutalisant sa famille.

Le lendemain, 200 étudiants manifestèrent à la Faculté, l'empêchèrent de faire son cours et voulurent le déloger. Le recteur de l'Université donna rapidement satisfaction aux colonialistes en suspendant les cours de Mandouze jusqu'à nouvel ordre. Celui-ci n'eut plus d'autre recours que de s'embarquer avec les siens pour la France.

L'attitude courageuse d'André Mandouze mérite d'être relevée et saluée.

Les pouvoirs spéciaux pour l'Algérie

La répression en France

Claude Bourdet, éditorialiste de **France-Observateur**, a été arrêté, et bien qu'il ait été remis en liberté provisoire, il reste sous le coup d'une inculpation. Des perquisitions ont été effectuées par la police au domicile de l'équipe rédactionnelle de cet hebdomadaire et de journalistes qui y collaborent.

Nous relatons par ailleurs les circonstances de l'arrestation de militants de notre Parti.

En même temps, la répression gouvernementale frappait la presse du Mouvement National Algérien (organisation dirigée par Messali Hadj) et quatre arrestations étaient effectuées.

Solidarité avec C. Bourdet

LE BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (section française de la IV^e Internationale), élève la plus vigoureuse protestation contre l'arrestation de M. Claude Bourdet, directeur de « France-Observateur » et les perquisitions effectuées au domicile de plusieurs membres de la rédaction et des collaborateurs de cet organe.

Il demande la libération immédiate de M. Claude Bourdet. Il appelle les travailleurs de France, les membres du Parti Socialiste et du Parti Communiste à réagir sans tarder aux mesures de répression avec lesquelles la réaction croit pouvoir intimider les défenseurs de la cause des peuples opprimés par l'impérialisme et intensifier la guerre en Algérie.

Le Bureau politique du P.C.I.

Justice pour le peuple malgache

Les députés malgaches Ravaohangy et Rabemananjara et leurs 4 compagnons détenus à la citadelle de Calvi ont été enfin libérés. Ils ont bénéficié, au terme de 9 ans d'emprisonnement, d'une libération conditionnelle et vont être placés en résidence surveillée dans le Midi de la France.

Ces hommes n'ont commis d'autre crime que d'avoir lutté contre le colonialisme et d'avoir réclamé en termes modérés un statut d'autonomie assez limité pour Madagascar. Ils sont les victimes d'une vaste provocation colonialiste doublée d'une parodie judiciaire. Ils doivent être amnistiés ainsi que tous les Malgaches encore détenus dans les bagnes impérialistes. Leurs tortionnaires doivent être déferés devant les tribunaux.

Libérez Messali Hadj

Le gouvernement Mollet a cru devoir faire mieux que E. Faure-Pinay en prenant des mesures iniques à l'encontre de Messali Hadj.

Résidant dans un hôtel d'Angoulême, Messali a été mis au secret, séquestré dans sa chambre avant d'être, le 29 mars, transféré à Belle-Ile.

Les militants ouvriers français qui n'ont à s'immiscer dans les luttes intestines des nationalistes algériens défendent sans discrimination toutes les victimes de l'impérialisme et, à ce titre, doivent s'élever énergiquement contre les mesures arbitraires qui frappent le vieux leader nationaliste au passé prestigieux.

Des perquisitions ont eu lieu au journal **La Vérité** dont un numéro a été saisi. Des perquisitions ont également été dirigées contre la Fédération Communiste Libertaire.

La concentration des actions de police contre le secteur de l'opinion qui s'oppose le plus énergiquement à l'extension de la guerre en Algérie montre très clairement la cause et l'objectif politiques de ces mesures. Sous des prétextes formels et juridiques divers, il s'agit d'essayer d'intimider les opposants à la guerre. Mais en même temps le choix, parmi ceux qui critiquent ou s'opposent à la politique gouvernementale, de ceux qui ont le moins de moyens matériels et organisationnels est aussi très significatif. Le gouvernement espère ainsi réussir à frapper, à réprimer sans provoquer de remous trop grands dans l'opinion et ainsi habituer celle-ci à accepter sans réagir. Si ce premier essai réussissait, la répression pourrait s'étendre à d'autres secteurs du mouvement ouvrier. Il convient de souligner ici l'attitude scandaleuse du P.C.F. qui se contente de quelques lignes perdues dans « l'Humanité » et rédigées de façon volontairement incompréhensible pour qu'on ne sache ni de qui, ni de quoi il s'agit.

S'élever énergiquement contre ces mesures répressives est un devoir pour manifester la solidarité envers ces victimes. C'est de plus dresser un barrage au développement de la répression contre tous les militants ouvriers.

Le Parti Communiste Internationaliste appelle tous ses sympathisants à exiger la fin de la répression, la libération des emprisonnés et l'abandon des poursuites.

Il s'adresse à toutes les organisations, journaux et personnalités frappés, pour unir leurs forces afin de présenter un front solide à la répression et de mobiliser ensemble l'opinion publique.

Un communiqué que la Presse n'a pas publié

Les services de la D.S.T. viennent d'arrêter la camarade Simone MINGUET, le camarade Raymond BOUVET, membres du Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV^e Internationale), ainsi que la camarade Janine WEIL, aux adresses desquels était parvenu le journal du Front de Libération National Algérien « Résistance Algérienne » posté de Belgique. L'un de ces adresses est même une adresse postale officielle de la revue « Quatrième Internationale », organe du Comité Exécutif International, à laquelle parviennent des publications de toutes tendances du monde entier, et dont le responsable est le camarade Pierre FRANK, membre du Secrétariat de la IV^e Internationale et du Bureau Politique du P.C.I.

Ces camarades, accusés faussement d'avoir diffusé publiquement cette presse, ont été transférés devant le Tribunal Militaire et inculpés d'« entreprise de démoralisation ».

Le Bureau Politique du Parti Communiste Internationaliste élève la protestation la plus vigoureuse contre ces mesures qui, commencées avec l'arrestation de Claude BOURDET, s'étendent actuellement aux milieux de la gauche communiste du mouvement ouvrier français et aux militants des mouvements nationaux algériens dans la métropole, afin d'accroître le climat de réaction et de terreur propice au développement de la guerre totale en Algérie.

Il appelle les travailleurs de France, les membres du P.C. et du P.S., à lutter contre ces mesures qui, laissées sans riposte, ne pourraient que s'étendre bientôt à l'ensemble du mouvement ouvrier français.

LE BUREAU POLITIQUE DU P.C.I.

Le 8 avril 1956.



LE MYTHE STALINIEN

La tragédie se mêle à la comédie et même à la farce d'une manière si puissante, si extraordinaire, si pleine de rebondissement, que même un Shakespeare n'aurait pu l'imaginer. Des événements gigantesques, des crimes par centaines de milliers, un absolutisme et une toute-puissance comme on n'en vit jamais dans l'histoire, une démolition à la fois impitoyable et prudente par les plus proches collaborateurs du tyran. Enfin, au bout de 3 ans, on aurait retrouvé la famille et ses volontés... pour le retirer du mausolée de la Place Rouge. Et aussi, ces personnages veules, toujours à l'alignement, les Thorez, les Duclos, qui revenaient de Moscou dans l'ignorance de la tuile qui allait leur tomber sur la tête. Ils s'étaient empressés de faire imprimer un numéro spécial des **Cahiers du Communisme** avec, disaient-ils, les rapports et discours essentiels du Congrès. Ce numéro allait sortir des presses, que la presse du monde entier faisait état d'un discours prononcé par Khrouchtchev à la séance à huis clos, celle qui devait procéder à l'élection du Comité central et qui dura six heures de plus que prévu. Quel discours? Un rédacteur de **L'Humanité**, pendant 24 heures, se gaussa de ce prétendu discours découvert par la presse bourgeoise. Après quoi, il fallait demander au correspondant de Moscou de téléphoner chaque jour quelques lignes pour annoncer d'abord qu'il s'agissait d'une affaire intérieure aux communistes soviétiques, puisqu'il y avait eu un rapport de Khrouchtchev, puis...

UN DISCOURS DONT IL FAUT EXIGER LA PUBLICATION

Le discours de Khrouchtchev n'a pas été publié. Une version — probablement retouchée — a été lue dans le P.C. de l'U.R.S.S. Une version partielle beaucoup plus retouchée encore a été livrée publiquement sous la forme de l'article de la **Pravda** du 27 mars, dans lequel on apprend que Staline était « dépourvu de modestie personnelle ». On a mis du temps à s'en apercevoir...

La première revendication élémentaire, c'est la communication du texte complet, sans retouches, du discours de Khrouchtchev : la classe ouvrière n'est pas mineure, ses militants ne sont pas des enfants, ils n'ont pas besoin de tuteurs qui décident ce qu'ils peuvent lire et ce qu'ils doivent ignorer. Le discours de Khrouchtchev ne contient aucune révélation proprement dite (à l'exception peut-être de quelques anecdotes relatives à la conduite de Staline), il rappelle des faits connus de tous ceux qui étaient fixés sur la situation en U.R.S.S., il ne révèle aucun secret sur l'U.R.S.S. C'est de l'appréciation de la période stalinienne que traite ce discours. Période pleine de mensonges, de l'aveu même des Khrouchtchev, Mikoyan, etc. Il faut mettre un terme à tous les mensonges, à toutes les demi-vérités.

LA DIRECTION DU P.C.F. RESISTE AU DEBOULONNEMENT DE STALINE

On ne peut espérer que la direction du P.C.F. demandera la publication du texte intégral du discours de Khrouchtchev ; au contraire, il suffit de lire **L'Humanité** pour se rendre compte que la direction du P.C.F. est opposée à ce qui a été fait au Congrès de Moscou. On ne trouve pas dans les organes du P.C.F. les déclarations des directions des autres P.C. Les communistes français ne peuvent connaître les déclarations d'Ulbricht, de Togliatti, du P.C. polonais, de Tito (« Les méthodes de Staline nous étaient odieuses ») qu'en lisant des journaux bourgeois. Ils ne peuvent même pas connaître ce qui a été dit au C.C. de leur Parti. La direction du P.C.F. se trouve en retard sur plusieurs autres directions de Partis communistes dans la condamnation de Staline, elle lui attribue des mérites militaires là où d'autres prononcent des condamnations.

La résistance des dirigeants du P.C.F. s'explique par crainte de voir leur prestige déjà si bas s'effondrer tout à fait. Ils n'ont d'autre désir que de gagner du temps contre les membres de leur propre Parti. Ils n'échapperont pas au sort que l'histoire réservera aux plus répugnants serviteurs de Staline dans le mouvement ouvrier, à ceux qui ont été fiers d'être des « staliens », d'avoir été les « meilleurs staliens ».

DE QUOI STALINE EST ACCUSE PAR SES HERITIERS

Mais revenons au discours de Khrouchtchev. Bien qu'il n'ait pas été publié intégralement, on en sait tout de même pas mal de choses, soit par l'article de la **Pravda**, soit par les déclarations de certains leaders de Partis communistes, soit aussi par certaines informations parues dans la presse bourgeoise et qui proviennent d'indiscrétions que la censure de Moscou a laissé passer.

Tout compte fait, on y voit que Staline avait eu un rôle néfaste dans l'économie soviétique, en raison de la collectivisation à outrance lors du premier plan quinquennal.

Il avait eu un rôle néfaste en ce qui concerne la légalité sovié-

tique et la démocratie du Parti (« il a abandonné les principes du Parti, il a méconnu la démocratie dans ses rangs, il a violé la légalité révolutionnaire et il a pris des mesures injustifiées de répression », **Pravda**). Il est responsable de la place prise par Béria, c'est-à-dire de la toute-puissance et de l'arbitraire policiers.

Il a affaibli la préparation du pays à la guerre, en décapitant l'Armée rouge en 1937, et a imposé des plans militaires qui ont entraîné d'immenses pertes dans la première partie de la guerre.

Il est responsable des mauvais rapports avec la Yougoslavie. Il est responsable de falsifications historiques, de déviations économiques, philosophiques, d'avoir favorisé le dogmatisme...

« Un tyran sanguinaire... dont de nombreux communistes sincères ont été les victimes », dit de lui un des dirigeants du Parti ouvrier polonais, Morawsky, dans **Trybuna Ludu**.

Si on rassemble tout ce qui a été dit par les successeurs de Staline, à les en croire, il a fait des erreurs dans tous les domaines possibles et imaginables ; et le seul titre solide qu'il conserve à leurs yeux, c'est la lutte qu'il a dirigée contre les trotskystes, les zinovievistes, les boukharinistes et contre les nationalistes bourgeois. La **Pravda** dit même qu'« à cette époque, Staline a acquis de la popularité dans le Parti. Il a joui de sa sympathie et de son appui. Il est devenu connu des larges masses ».

LA BUREAUCRATIE A CREE LE « CULT DE STALINE »...

Cette phrase est vraiment révélatrice de la justesse des déclarations trotskystes. Khrouchtchev montre que c'est l'appareil du Parti qui a hissé Staline dans sa lutte contre les dirigeants du Parti bolchevik qui étaient connus des grandes masses pour leur rôle dans la révolution. Khrouchtchev, porte-parole de la bureaucratie dirigeante, a voulu couvrir les dix années (1923-1933) qui ont été nécessaires à cette bureaucratie pour venir à bout du parti révolutionnaire, et c'est pourquoi il situe le commencement des démérites de Staline à l'année 1934, après l'assassinat de Kirov, membre du Bureau politique, dirigeant de la région de Léningrad. Cet assassinat eut lieu dans des circonstances mystérieuses ; l'assassin était un membre des Jeunesses communistes ; le Guépéou local était averti de ses intentions, ses responsables poursuivis furent condamnés à des peines relativement légères. Dans les hautes sphères du Parti bolchevik à l'époque, on soupçonna Staline d'une provocation, tant il y avait d'indications troubles autour de cet assassinat.

Le meurtre de Kirov fut le point de départ effectif des grands procès de 1936-1938. Sur la base de ce meurtre, les vieux bolcheviks se virent imputer de grandes conspirations pour s'emparer du pouvoir, rétablir le capitalisme, espionner au profit d'Hitler ou du Mikado, etc.

Khrouchtchev n'a pas posé la question de ces procès contre les vieux bolcheviks : la raison très vraisemblable est que dans les machinations si embrouillées de Staline il est difficile aux dirigeants actuels de faire un tri qui leur convienne, de blanchir les uns, d'accabler les autres. Il pense peut-être que c'est suffisant de renoncer aux accusations infâmes et ne parler que de « déformations du léninisme ». On ne pourra rester à mi-chemin dans ce domaine ; il faudra revoir où étaient à l'époque les vrais léninistes et qui a déformé le léninisme.

Khrouchtchev a seulement mis en cause Staline dans la question de la décapitation de l'armée, avec l'exécution de Toukhatchevsky (encore n'a-t-il pas prononcé le nom de celui-ci) et de plusieurs milliers d'officiers supérieurs. Il a également mis en cause le « génie militaire » de Staline, en « révélant » qu'il porte les responsabilités essentielles des pertes fort lourdes des premiers mois de la guerre. La raison de son attitude sur ce point est évidente : l'armée n'a jamais pardonné à Staline cette épuration et les dirigeants de cette armée ne peuvent pas éduquer de jeunes officiers sur des versions mensongères des combats de la dernière guerre.

Khrouchtchev, à notre connaissance, s'est gardé de dire pourquoi lui et les survivants de cette période, loin de combattre ce régime qui a déshonoré l'U.R.S.S. et le mouvement ouvrier, l'ont soutenu et pourquoi ils ont attendu trois ans pour commencer à faire des « révélations » au compte-gouttes. Mais ce n'est là qu'un problème qui peut éclairer certaines de leurs qualités personnelles (1).

Le plus important, c'est le problème politique, l'explication politique du passé, afin d'éviter de nouvelles tares pour l'avenir.

..ET LE CONTINUE D'UNE CERTAINE FAÇON

L'explication de Khrouchtchev, reprise par tous les staliens plus ou moins repentis, c'est que Staline, après avoir assuré le triomphe du léninisme menacé au cours des luttes de tendances dans le Parti, se plaça au-dessus du Parti et instaura le « culte de la personnalité », source de tous les maux.

Cette « explication » est tout simplement la continuation du « culte de la personnalité », sous une forme nouvelle. Jusqu'alors,

Staline était Dieu qui avait fait tout et qui l'avait bien fait ; maintenant, il est le diable, d'où provient tout le mal ou presque.

Dans les premières pages du « 18 Brumaire de Louis Bonaparte », Marx écrit à propos de l'explication qu'en donna Victor Hugo : « L'événement lui-même lui apparaît comme un éclair dans un ciel serein. Il n'y voit que le coup de force d'un individu. Il ne se rend pas compte qu'il le grandit ainsi, au lieu de le diminuer, en lui attribuant une force d'initiative personnelle sans exemple dans l'histoire. »

Le 18 Brumaire est insignifiant en face de ce que les héritiers et complices de Staline attribuent à leur défunt patron. Comme par hasard, après avoir fait triompher le léninisme contre Trotsky, Zinoviev, Boukharine, etc., Staline transforme la situation et développe toute une série de caractéristiques antiléninistes dans la vie du Parti, de l'Etat, et de l'Internationale communiste et de ses sections (ce dernier point n'a pas été soulevé par Khrouchtchev ni, à notre connaissance, par aucun participant du Congrès). Son action apparaît comme un éclair dans un ciel serein, un éclair qu'on apercevrait plus de 20 ans après !

Il est vrai que Khrouchtchev, en passant, a glissé un tout petit bout d'explication : dans la lutte pour le léninisme, ce sont les adversaires qui ont par leurs attaques porté Staline si haut ! Peut-on se moquer des gens plus effrontément ? Ce serait de la faute à Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Boukharine, ... si Staline a été glorifié par les Khrouchtchev ! Pour un peu, ce serait leur faute que d'avoir été exécutés, que l'histoire ait été falsifiée, que Staline ait cru à la parole d'Hitler, etc.

LES « QUALITES » DE STALINE

Les « qualités » de Staline n'étaient pas inconnues des Khrouchtchev dès 1924. Ils ne les ont pas découvertes à partir de 1934 ; ils connaissaient, eux, le « testament de Lénine » dans lequel les « qualités » de Staline sont bien définies : abus de pouvoir, déloyauté, grossièreté, caprice... Lénine demanda au Comité central

Militants communistes,

Ne tolérez plus qu'on ruse avec vous.

Exigez des informations complètes. exigez que « L'Humanité » soit ouverte aux militants de base.

Aucune confiance dans les dirigeants de l'ère stalinienne : ils ne se sont pas trompés, ils n'ont pas été trompés, ils vous ont sciemment trompés. Ils ont des comptes à rendre pour une gestion et des méthodes qui ont déshonoré le mouvement communiste.

Aucune confiance dans ceux qui osent parler de « retour à Lénine » au moment où ils votent les pouvoirs spéciaux contre le peuple algérien.

Luttez pour un régime de véritable démocratie ouvrière.

Luttez pour un Congrès démocratiquement préparé, c'est-à-dire avec droit de tendance et participation des communistes exclus.

Pour un véritable retour à Lénine, en avant !

d'écarter Staline du poste de secrétaire général, car par suite de ses « qualités », il pouvait contribuer à provoquer la scission du Parti (2).

Les bureaucrates à la Khrouchtchev, loin de désapprouver les méthodes de Staline, les ont appuyées dès 1923. Il devint leur chef parce que, précisément, il avait ces « qualités » qui permirent aux bureaucrates de l'Etat, de l'économie et du Parti de triompher des courants, des tendances qui, dans le Parti bolchevik, luttèrent contre la dégénérescence de la révolution, qui restèrent fidèles à la révolution prolétarienne mondiale, aux intérêts de la classe ouvrière. Dans l'U.R.S.S., épuisée, isolée, le prolétariat, las, fut écarté du pouvoir politique par les « organisateurs », les bureaucrates qui, sans toucher aux bases économiques créées par la Révolution d'Octobre, dirigèrent le développement économique par des moyens inhumains, aux dépens des intérêts de la classe ouvrière soviétique et de la marche de la révolution prolétarienne internationale. Les dirigeants actuels de l'U.R.S.S. ont contribué à écraser le prolétariat soviétique.

Il n'y a pas de doute que, dans l'aile bureaucratique qui soutint Staline, plus d'un, à divers moments, trouva que celui-ci avait des méthodes un peu fortes ; ce ne fut pas d'un coup que Staline put imposer ses procès, ses exécutions, mais les Khrouchtchev s'étaient placés dès 1923 sur une pente où ils furent ultérieurement entraînés par leur propre machine, au-delà de ce qu'ils avaient pu prévoir.

TALINIEN

S'EFFONDRE



Staline était Dieu qui avait fait tout et qui l'avait bien fait ; maintenant, il est le diable, d'où provient tout le mal ou presque.

Dans les premières pages du « 18 Brumaire de Louis Bonaparte », Marx écrit à propos de l'explication qu'en donna Victor Hugo : « L'événement lui-même lui apparaît comme un éclair dans un ciel serein. Il n'y voit que le coup de force d'un individu. Il ne se rend pas compte qu'il le grandit ainsi, au lieu de le diminueur, en lui attribuant une force d'initiative personnelle sans exemple dans l'histoire. »

Le 18 Brumaire est insignifiant en face de ce que les héritiers et complices de Staline attribuent à leur défunt patron. Comme par hasard, après avoir fait triompher le léninisme contre Trotsky, Zinoviev, Boukharine, etc., Staline transforme la situation et développe toute une série de caractéristiques antiléninistes dans la vie du Parti, de l'Etat, et de l'Internationale communiste et de ses sections (ce dernier point n'a pas été soulevé par Khrouchtchev ni, à notre connaissance, par aucun participant du Congrès). Son action apparaît comme un éclair dans un ciel serein, un éclair qu'on apercevrait plus de 20 ans après !

Il est vrai que Khrouchtchev, en passant, a glissé un tout petit bout d'explication : dans la lutte pour le léninisme, ce sont les adversaires qui ont par leurs attaques porté Staline si haut ! Peut-on se moquer des gens plus effrontément ? Ce serait de la faute à Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Boukharine, ... si Staline a été glorifié par les Khrouchtchev ! Pour un peu, ce serait leur faute que d'avoir été exécutés, que l'histoire ait été falsifiée, que Staline ait cru à la parole d'Hitler, etc.

LES « QUALITES » DE STALINE

Les « qualités » de Staline n'étaient pas inconnues des Khrouchtchev dès 1924. Ils ne les ont pas découvertes à partir de 1934 ; ils connaissaient, eux, le « testament de Lénine » dans lequel les « qualités » de Staline sont bien définies : abus de pouvoir, déloyauté, grossièreté, caprice... Lénine demanda au Comité central

Militants communistes,

Ne tolérez plus qu'on ruse avec vous.

Exigez des informations complètes, exigez que « l'Humanité » soit ouverte aux militants de base.

Aucune confiance dans les dirigeants de l'ère stalinienne : ils ne se sont pas trompés, ils n'ont pas été trompés, ils vous ont sciemment trompés. Ils ont des comptes à rendre pour une gestion et des méthodes qui ont déshonoré le mouvement communiste.

Aucune confiance dans ceux qui osent parler de « retour à Lénine » au moment où ils votent les pouvoirs spéciaux contre le peuple algérien.

Luttez pour un régime de véritable démocratie ouvrière.

Luttez pour un Congrès démocratiquement préparé, c'est-à-dire avec droit de tendance et participation des communistes exclus.

Pour un véritable retour à Lénine, en avant !

d'écarter Staline du poste de secrétaire général, car par suite de ses « qualités », il pouvait contribuer à provoquer la scission du Parti (2).

Les bureaucrates à la Khrouchtchev, loin de désapprouver les méthodes de Staline, les ont appuyées dès 1923. Il devint leur chef parce que, précisément, il avait ces « qualités » qui permirent aux bureaucrates de l'Etat, de l'économie et du Parti de triompher des courants, des tendances qui, dans le Parti bolchevik, luttèrent contre la dégénérescence de la révolution, qui restaient fidèles à la révolution prolétarienne mondiale, aux intérêts de la classe ouvrière. Dans l'U.R.S.S., épuisée, isolée, le prolétariat, las, fut écarté du pouvoir politique par les « organisateurs », les bureaucrates qui, sans toucher aux bases économiques créées par la Révolution d'Octobre, dirigèrent le développement économique par des moyens inhumains, aux dépens des intérêts de la classe ouvrière internationale et de la marche de la révolution prolétarienne internationale. Les dirigeants actuels de l'U.R.S.S. ont contribué à écraser le prolétariat soviétique.

Il n'y a pas de doute que, dans l'aile bureaucratique qui soutint Staline, plus d'un, à divers moments, trouva que celui-ci avait des méthodes un peu fortes ; ce ne fut pas d'un coup que Staline put imposer ses procès, ses exécutions, mais les Khrouchtchev s'étaient placés dès 1923 sur une pente où ils furent ultérieurement entraînés par leur propre machine, au-delà de ce qu'ils avaient pu prévoir.

POURQUOI S'ATTAQUENT-ILS AU MYTHE STALINIEN ?

Mais pourquoi les Khrouchtchev cherchent-ils maintenant à se dégager de ce passé ? Pourquoi sont-ils obligés de l'évoquer et de le renier partiellement ?

L'U.R.S.S. est à présent un pays nouveau, dont le développement économique et culturel ne peut plus supporter le régime de dictature politique, un pays qui a besoin pour se développer davantage, de pouvoir penser librement. Ce pays rejette, condamne le passé odieux. Pour trouver la voie de son avenir, il est obligé de comprendre ce passé. Les dirigeants actuels se trouvent soumis à des pressions sociales qui, certainement, bousculent les plans très bureaucratiques, qu'ils avaient préparés pour établir des rapports nouveaux avec le pays. Le discours prononcé à huis clos marque trop de différence avec le rapport présenté par Khrouchtchev à la première journée du Congrès — dans le premier rapport, il combat le « culte de la personnalité » d'une façon anonyme et n'est nullement le réquisitoire contre Staline qu'est la seconde intervention — pour qu'on puisse penser à une manœuvre soigneusement préparée. Que s'est-il passé à cette séance à huis clos ? Si on tient compte du fait que certaines interventions publiques, dont celle de Mikoyan, allaient plus loin que le rapport, on peut présumer que la session secrète a donné lieu à un lessivage de linge sale et que Khrouchtchev, devant une sorte de révolution de palais qui s'opérait, a voulu conserver la direction des opérations et, pour ce faire, a pris à son tour l'initiative d'une attaque en règle contre Staline.

L'explication des tares de la société soviétique par les défauts de Staline, c'est une explication antimarxiste (les circonstances sont déterminées par les propriétés d'un homme) ; c'est l'opposé de l'explication marxiste, dans laquelle les circonstances sociales permettent de comprendre pourquoi tels hommes avec telles qualités ont vaincu, et pourquoi tels autres ont été battus.

Les dirigeants post-staliniens sont, dans leurs méthodes de pensée, tout aussi empiriques et grossiers que leur patron : ils pensaient pouvoir changer certaines méthodes sans faire du bruit, sans le dire. Quand cela n'a pas réussi, ils ont commencé par dire : c'est la faute à Béria. Maintenant, cela s'avérant insuffisant, ils disent : c'est la faute à Staline. Ils s'efforcent de se laver des crimes dont ils ont été les complices et les exécutants. Leurs efforts seront vains. Il n'est pas possible que des Rakosi dégagent leur responsabilité en déclarant au cours d'un discours que Rakj est réhabilité et que l'erreur est due à un Gabor. Le cas de Rakosi est particulièrement éclatant ; c'est celui d'un stalinien de la toute première heure (il vint « bolcheviser » le P.C. en France en 1925 pour le compte de Staline). C'est lui qui a inauguré avec le procès Rakj les « procès » de type stalinien dans les « démocraties populaires ». Il a des comptes très lourds à rendre aux travailleurs hongrois. Non, il ne suffira pas de quelques mots des bureaucrates, des staliniens, pour se dégager des responsabilités qu'ils ont assumées au cours de l'ère stalinienne.

« BIEN CREUSE, VIEILLE TAUPE ! »

Tous les mensonges, tous les faux mérites, toutes les falsifications, toute l'adoration de la personne de Staline, tout ce qui avait été fait avec des moyens formidables, d'une ampleur qui n'avait jamais été atteinte, tout cela s'écroule et personne ne pourra consolider, étayer l'édifice stalinien. Car la révolution prolétarienne n'a cessé de poursuivre son travail, même aux moments les plus noirs. Comme le disait Marx, elle va au fond des choses, jusqu'au jour où on peut lui dire en jubilant : « Bien creusé, vieille taupe ! »

La condamnation même incomplète de Staline devait nécessairement rappeler la mémoire de tous les dirigeants bolcheviks qui ont été les victimes de la terreur stalinienne. Elle devait rappeler ce passé que Staline pensait avoir enfoui éternellement sous des tonnes de mensonges, de livres réécrits, de monuments mensongers, de falsifications produites en série. Les rappels de l'histoire publiés dans la presse ont été l'occasion de commentaires divers. Un « passé mort », a écrit G. Martinet, au milieu de pages par ailleurs fort pertinentes : Ce « passé mort » est autrement vivant que les élucubrations de prétendus théoriciens. Un passé mort ? Comme s'il s'agissait de la découverte des manuscrits des grottes de la Mer Morte, découvertes qui enrichiront l'histoire des origines du christianisme, mais ne feront pas bouger d'un iota aucun chrétien ni aucune église se revendiquant du Christ. Un passé mort ? Mais des millions, des dizaines de millions d'hommes en Union soviétique et dans le monde, découvrant ce « passé mort », sont amenés à en tirer des conclusions pratiques dans leur vie, dans leur action quotidienne. Ce « passé mort » est en train d'empoigner l'avant-garde révolutionnaire à travers le monde et de l'aider à rénover le mouvement ouvrier, à se réarmer. Ce « passé mort », que la IV^e Internationale a seule défendu à travers les pires difficultés et les pires répressions, est le présent et l'avenir de la révolution prolétarienne mondiale.

Pierre FRANK

(1) Quant aux Thorez, Togliatti et autres Duclos, ils ont cru être malins en tirant profit de l'autorité de l'U.R.S.S. et de la puissance de Staline en U.R.S.S., en faisant fi de tout principe, de toute dignité, de toute pensée personnelle. Maintenant encore, il faut que ce soit Moscou qui leur donne le signal de la plus lamentable des volte-face.

(2) Le « testament de Lénine » aurait été distribué aux délégués lors de la séance à huis clos. Les post-staliniens continuent à ne pas faire connaître ce document que seuls les trotskystes ont porté à la connaissance des communistes du monde entier.

QUATRIÈME INTERNATIONALE

Au sommaire du dernier numéro paru :

EDITORIAL :

Le 20^e Congrès du P.C. de l'Union soviétique.

NOTES EDITORIALES :

Les « révélations » de Khrouchtchev.

L'Espagne franquiste au tournant.

Situation et perspectives du mouvement ouvrier anglais.

La lutte des Noirs aux Etats-Unis.

Vers une extension de la révolution en Afrique du Nord.

E. GERMAIN

Le 6^e plan quinquennal.

Pierre FRANK

Après les élections françaises du 2 janvier.

Henri VALLIN

Un regroupement du mouvement ouvrier de l'Inde.

Hans SCHREIBER

La nouvelle ligne du S.E.D. sur l'unification allemande.

M. PABLO

Les problèmes économiques fondamentaux de l'époque de transition (fin).

LE « TESTAMENT DE LENINE ».

Léon TROTSKY

Les procès de Moscou et les faux de Staline.

Les communistes yougoslaves demandent la réhabilitation de Koxe Dodje.

Notes de lecture.

L'Afrique noire en marche, par J.-P. Martin.

Les livres.

La révolution et les fétiches, de P. Hervé. — Karl Marx et Friedrich Engels, d'A. Cornu. — D.D.R. d'Allemagne de l'Est, de Georges Castellan.

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.

Italie — Grèce — Japon — Malaisie — Jordanie — Vietnam — U.R.S.S. — Chine — Yougoslavie — Ceylan.

Le n° de 72 pages : 150 francs. — Abonnement de 4 n° (par an) : 500 francs. — Commandes, P. FRANK, 64, rue de Richelieu. C.C.P. 12648-46 Paris.

LES MONSTRUEUX PROCÈS DE MOSCOU

Depuis le XX^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., une fantastique révision du passé est entreprise : Khrouchtchev attaque violemment Staline, Mikoyan réhabilite Kossior et Antonov Ovseenko, secrètement éliminés, dans les années trente, pour s'être, à une époque antérieure, solidarisés avec l'Opposition de Gauche. On ne peut, ni ne doit, s'arrêter là ; c'est toute la sanglante répression stalinienne qui est remise en question : l'exécution, dans la coulisse, de Kossior et Antonov, comme celle de Bela Kun et de milliers d'autres communistes n'a été que le complément des procès de Moscou, où de vieux bolcheviks, dirigeants du Parti et de l'Internationale, coupables de s'être opposés à Staline, ont été accusés de crimes contre-révolutionnaires. **Ce sont ces procès qu'il faut réviser. Ce sont toutes les victimes injustement condamnées qu'il faut réhabiliter.** Il s'agit là d'une question politique décisive pour l'avenir du communisme international.

QUATRE ANNEES DE PROCES ET D'EXECUTIONS.

Un rappel, même rapide, des faits permet de se rendre compte de l'incroyable fragilité de toutes ces machinations judiciaires.

Le 1^{er} décembre 1934, Kirov, membre du Bureau politique, est assassiné à Léninegrad. Le 16 janvier 1935, Zinoviev, Kamenev, Evdokimov, etc., anciens dirigeants du Parti et de l'Opposition, sont condamnés à des années de prison pour avoir « concouru au rétablissement du capitalisme en U.R.S.S. ». On leur attribue, dans l'assassinat de Kirov, une responsabilité, morale seulement, car « l'enquête n'a pas établi les faits ». Néanmoins, le 19 août 1936, treize militants, dont Zinoviev, Kamenev et Smirnov, sont accusés d'avoir formé un centre unifié trotskyste pour provoquer l'intervention hitlérienne en U.R.S.S. Ils sont déclarés responsables de la mort de Kirov, elle-même prélude à toute une série d'attentats terroristes. Tous sont exécutés. Des motifs d'accusation identiques sont retenus le 30 janvier 1937 contre Radek, Piatakov et quinze autres bolcheviks, organisateurs d'un prétendu centre parallèle, spécifiquement trotskyste. Vient enfin le procès du centre des droitiers et des trotskystes, qui, le 2 mars 1938, voit la mise en accusation d'une nouvelle charrette de dirigeants dont Boukharine, Rykov et Tomski. Eux aussi sont accusés de liaisons avec la Gestapo. Entre temps, le 12 mai 1937, Toukatchevsky, Gamarnik, six autres généraux formés à la grande époque de la guerre civile sont exécutés pour les mêmes motifs. Dans tout le pays, c'est par millions que se chiffre le nombre des victimes de la répression ; communistes et sans partis, révolutionnaires soviétiques ou étrangers : sans distinction, la « justice » stalinienne frappe.

DE PRETENDUS AVEUX.

Si l'on fait un bilan des procès de Moscou, on s'aperçoit vite que les accusés étaient tous de très anciens militants du Parti, qui avaient affronté la prison et les risques de mort pour la cause de la Révolution. Comment admettre leur soudaine capitulation devant le nazisme ? Existait-il des preuves de leur conspiration contre-révolutionnaire ? **Aucune.** Les actes d'accusation le montrent, qui ne fournissent à peu près pas de donnée concrète sur les méthodes employées par les « conspirateurs », ne produisent pas les pièces « accablantes » relatant les projets des « saboteurs », n'apportent aucun fait vérifiable sur les « contacts » entre trotskystes et nazis.

« De telles preuves matérielles font défaut. Mais cela ne peut, en aucun cas, rendre moins incontestable les faits établis au cours des procès de Moscou... En plus des déclarations faites par les accusés eux-mêmes... en plus des dépositions des témoins... il y a aussi les aveux de Trotsky lui-même... La brochure de Trotsky, « La révolution trahie »... constitue, elle aussi, une preuve matérielle de la communauté qui relie Trotsky aux fascistes. » (Trotsky, Doriot, Hitler, p. 9-10.)

Curieuse preuve matérielle que cet essai politique où à côté d'une critique d'ensemble du stalinisme, critique dont certains aspects sont repris à Moscou en 1956, se trouve une réaffirmation du principe de la défense de l'U.R.S.S. ! Restent les aveux des accusés. C'est derrière ces aveux que se sont retranchés durant des années certains pseudo-communistes, dé-

sireux d'étouffer à bon compte les scrupules de leur conscience. Puisque les accusés ont avoué... Malheureusement pour ces piètres révolutionnaires, de nouveaux accusés, qui avaient nom Rajk, Justus, Dodje, Slansky, ont eux aussi avoué avoir travaillé, en liaison avec Tito, pour le compte de la contre-révolution. C'était en 1950. Maintenant, les communistes yougoslaves sont lavés de toute suspicion de cet ordre. Du même coup, le système judiciaire soviétique, capable comme l'Inquisition, de faire avouer l'impossible, est frappé du discrédit le plus total.

LE PRINCIPAL ACCUSE DES PROCES.

Le but des procès de Moscou apparaît clairement : jeter le discrédit sur une opposition dont on ne peut combattre les idées. Le procédé a été renouvelé contre la Yougoslavie communiste. De tous les procès, où furent mêlés pourtant les gens les plus divers (droitiers comme Boukharine, anciens opposants raliés de longue date comme Zinoviev et Kamenev, vulgaires agents provocateurs comme F. David ou Berman Iourine), une conclusion ressort des déclarations des inculpés : derrière toutes les tentatives contre-révolutionnaires, un seul homme, Trotsky, un seul mouvement, la IV^e Internationale. Et puisque le trotskysme a partie liée avec la réaction internationale, il est inadmissible de discuter ses idées. « Certains bolcheviks pensent que le trotskysme est une fraction du communisme... De là un certain libéralisme à l'égard des trotskystes et des gens d'esprit trotskyste... En réalité, le trotskysme est un détachement d'avant-garde de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Voilà pourquoi le libéralisme à l'égard des trotskystes est de l'inconséquence confinant au crime et à la trahison envers la classe ouvrière. » (J. Staline, « Sur quelques questions de l'histoire du bolchevisme ».)

LES CAUSES DE CES CRIMES.

Pourquoi une telle accumulation de mensonges, une telle fuite devant la confrontation des idées ? A cela, une seule raison, l'accumulation du fait de la ligne erronée de Staline, des difficultés en politique extérieure et intérieure. Rejetant les avis de l'opposition, Staline a maintenu constamment l'alliance avec des organisations petites bourgeoises ou bourgeoises, au moment où se développait le mouvement révolutionnaire des masses : d'où les défaites d'Angleterre (1926), de Chine (1927), d'Allemagne (1933). Le fascisme se renforce, la guerre menace. A l'intérieur, après avoir pratiqué, malgré l'opposition de gauche, une politique d'accommodation avec les paysans cossus, Staline se lance en 1929, dans l'aventurisme, dont la principale manifestation est la collectivisation forcée de la terre, avec l'immense crise agricole qui en résulte. Malgré les succès du 1^{er} quinquennat, la situation économique de l'U.R.S.S. est encore précaire, surtout dans le domaine de la répartition : trop de salariés miséreux à côté de privilégiés. Il n'est possible de tolérer aucune opposition, même confuse et timide. A plus forte raison une opposition marxiste révolutionnaire consciente, claire dans ses perspectives et réaliste dans ses analyses comme l'est l'opposition trotskyste.

La responsabilité de Staline est totalement engagée, dans cette politique criminelle. Mais des marxistes doivent donner une explication sociale de son action : Staline n'agissait pas par mégalomanie pure ; il exprimait les intérêts d'une couche de bureaucrates incontrôlés, de privilégiés attachés au maintien du statu quo intérieur et extérieur, car tout bouleversement menaçait l'existence de leurs avantages. Accabler Staline sans fournir d'autre explication, c'est réintroduire, par le rebours, le « culte de la personnalité ».

LA VERITE AU SERVICE DE LA CLASSE OUVRIERE.

Voilà les faits ! Ce sont eux qu'il faut faire connaître. Depuis 1936, des procédés identiques à ceux des procès de Moscou ont été employés pour disqualifier toutes les oppositions : celle des communistes yougoslaves, celle de Marty, entre mille autres. Lutter pour rétablir la vérité est un impérieux devoir de morale révolutionnaire. Seule la vérité peut permettre une compréhension de tous les problèmes passés et présents du mouvement ouvrier. Seule la

vérité peut permettre la discussion et l'élaboration collective d'une ligne révolutionnaire.

Fiers de justice maintes fois démontrée de leurs idées, les trotskystes du monde entier luttent dans ce sens, en accord avec les paroles prononcées par Trotsky en 1937 :

« La lutte qui se déroule dépasse de bien loin l'importance des individus, des fractions ou des partis. C'est une lutte pour tout l'avenir de l'humanité... Même sur nos os blanchis, la vérité triomphera. »

LA MORT DE JEANNE LABOURBE et le cynisme de " L'HUMANITE "

« L'Humanité » du 2 mars publie en 4^e page un récit de l'exécution de Jeanne Labourbe à Odessa le 2 mars 1919. Presque tous les faits cités sont la reproduction presque textuelle de ce que Marty a publié dans les trois éditions successives de « La Révolte de la Mer Noire » (1927, tome I, 1939-1949). Les faits cités ont été scrupuleusement vérifiés par moi au cours de son passage à Odessa en décembre 1924 et auprès de quelques camarades soldats (en particulier un du 19^e d'artillerie) ou marins qui ont eu des contacts avec les propagandistes du « Collège Etranger », organisation qui était chargée de la propagande parmi les troupes françaises.

La déposition du communiste Serge Ratkov, seul témoin de l'assassinat a été relevée par Marty dans des documents russes en 1924 et longuement vérifiée après traduction. Le récit se garde bien de citer ce que publia la « Pravda » du 25 mars 1919 et qui a été donné dans toutes les éditions de « La Révolte de la Mer Noire » : « Le prolétariat français immortalisera ce nom honoré de la première femme communiste française qui sut lutter et mourir pour la Révolution. » (Page 199 de la 4^e édition de 1949.)

La photo de Jeanne, donnée par « l'Humanité », lui a été remise par Marty (reproduite dans toutes les éditions de « La Révolte de la Mer Noire »). Sur sa demande, c'est le frère de Jeanne Labourbe qui lui a remis en 1926.

La page de « l'Humanité » ne parle que de Lénine dont les récits soviétiques parlent très peu. Elle fait le silence absolu sur les animateurs de la propagande parmi les troupes françaises. Jean Smirnov, Président du Comité du Parti à Odessa et surtout Hélène Sokolovskaïa (20 ans), secrétaire admirable de courage et de décision ; c'est que Hélène a été fusillée en 1937 dans les purges Staline comme vieille bolchevik.

Le Michel dont il est parlé était Michel Chtilikver, anarchiste, propagandiste du Collège étranger.

Quelques « erreurs » : Les troupes anglaises n'ont pas débarqué à Odessa le 18 décembre. Il n'y avait que des Français (les Anglais étant au Caucase).

Le préambule de « l'Humanité » écrit : « Elle (Jeanne Labourbe) organisa à Moscou des cercles de la III^e Internationale et créa un groupe du parti communiste français. »

C'est faux : elle créa « le groupe communiste français ». (Il n'existait pas de P.C.F.) Témoin oculaire : Pierre Pascal, qui fut membre du groupe communiste français à Moscou (Sadoul était aussi membre du groupe, mais l'a très peu suivi).

Ainsi, les dirigeants du P.C.F., après avoir mis au pilon « La Révolte de la Mer Noire », d'André Marty, en reproduisent des extraits avec un cynisme sans exemple. Mais ils font le silence sur les tracts rédigés par Jeanne Labourbe et cités dans le livre d'André Marty ; c'est qu'ils appelaient les soldats et marins français à fraterniser avec les travailleurs russes et à imposer leur retour immédiat en France. Parbleu, il ne faut pas gêner le gouvernement en donnant des idées aux soldats et marins envoyés en Algérie.

D'ABORD LA DEMOCRATIE INTERIEURE

Cet article est le premier d'une série que « La Vérité des Travailleurs » publiera à l'occasion du XIV^e Congrès du P.C.F. Dans ce numéro nous voudrions exposer ce que devrait être un Congrès véritablement démocratique.

I. — LA DIRECTION ESSAIE DE MANŒVRER.

Le Congrès est la plus haute instance du Parti qui doit fixer pour toute une période la ligne politique. C'est dire qu'il doit être précédé d'une discussion approfondie dans toutes les assemblées générales, dans toutes les conférences. La résolution de la dernière session du Comité central dont « l'Humanité » n'a pas donné le compte rendu demande aux militants de s'inspirer des œuvres de Maurice Thorez (N.D.L.R. : le meilleur stalinien en France) qui indique dans « l'Humanité » que les travaux du 20^e Congrès devraient servir à la préparation des instances de juillet. Et c'est tout. L'ordre du jour du Congrès français a été fixé avant le Congrès de Moscou. Sera-t-il remanié ? Y aura-t-il des thèses, une tribune de discussion comme en 1954 ?

Personne ne le sait encore et le Congrès est dans trois mois.

On a bien l'impression que la direction est très « gênée ». Elle doit essayer de mettre au point un certain nombre de méthodes pour entraver la libre discussion. On comprend son inquiétude. Déjà la tribune de discussion préparatoire au Congrès d'Ivry avait révélé, par le nombre et la nature des amendements aux thèses, l'existence d'une sorte de courant de gauche. Que sera-ce cette fois-ci ? Le prestige des dirigeants, en effet, n'a pas augmenté ces dernières années et surtout, le 20^e Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. a jeté un grand désarroi dans

les rangs de tous les Partis communistes. Tant de choses, qui intéressent la vue intérieure du P.C.F. ont été remises en cause à Moscou, malgré les tentatives de limiter la portée des deux rapports de Khrouchtchev et de l'intervention de Mikoyan !

II. — UN CONGRES DEMOCRATIQUE.

Le Comité central doit donner à tous les militants, par une tribune de discussion, les moyens de s'exprimer. Le Congrès ne devra pas se composer d'une majorité de permanents ni de tous ceux qui, exclusivement, approuvent la politique de la direction. Chaque militant, chaque section, chaque fédération qui aura mis en cause la politique passée ou présente sur quelque question que ce soit, conduites des grèves, questions de la jeunesse, culte de la personnalité, politique coloniale, Front unique, Front national uni, Front populaire, devra pouvoir défendre son point de vue et la composition des délégations aux Conférences fédérales et au Congrès devra tenir compte de la discussion. C'est à cette seule condition que le Congrès aura l'autorité d'imposer à tous la ligne qu'il fixera.

La démocratie doit aller jusqu'au droit de tendance.

Les dirigeants du P.C.F. répètent qu'il s'agit là d'une pratique social-démocrate contraire aux principes du bolchevisme. C'est absolument faux et contraire à la vérité historique. Chacun, chaque organisation doit pouvoir apporter un contre-rapport aux propositions du C.C. sortant. Les suffrages des congressistes doivent pouvoir se compter sur des motions dites de tendance.

Mais dans l'action, la majorité s'impose à la minorité. C'est en cela que diffèrent les conceptions bolcheviques des conceptions social-démocrates.

L'opposition du P. C. F. au vote pour les pouvoirs spéciaux

La direction du P.C.F. semble considérer comme normal le vote du groupe parlementaire sur les pouvoirs spéciaux accordés au gouvernement pour sa politique algérienne. Après les explications, fournies par Duclos, Bonte et quelques autres, la presse du Parti continue, comme par le passé, à se borner à une propagande générale sur le « problème algérien ».

Le secrétariat a, toutefois, fait publier dans « l'Humanité » sa réponse à une cellule qui s'interrogeait sur le sens de ce vote. Procédure inhabituelle, qui dénote indéniablement l'existence parmi les militants d'une anxiété, voire d'une hostilité profonde à ce vote. Et, effectivement, d'innombrables cellules, de Paris et de province, ont envoyé leur protestation à la direction. Des directions de section ont elles aussi unanimement manifesté leur opposition. Bien plus, à la direction même du Parti, les discussions ont été très vives : de l'aveu de plusieurs responsables, il a fallu des séances du Bureau politique pour arriver à une décision. Et l'absence d'informations sur les travaux et les discussions du Comité central de St-Ouen provient du fait qu'à cette réunion, plusieurs membres du C.C. étaient eux aussi opposés à la politique du Parti en cette matière.

Il faut faire connaître dans le Parti l'opinion de centaines de cadres et de militants qui se refusent à considérer que le vote des pouvoirs spéciaux était la seule solution possible. Pourquoi taire en particulier le déroulement de la réunion qui, sous la présidence de Léon Feix, a rassemblé à Paris les cadres chargés dans les sections du contact avec les travailleurs nord-africains de la région parisienne ?

A cette réunion, Feix a longuement justifié la politique du Parti : le vote pour les pouvoirs

spéciaux est un vote politique, qui tend à sceller définitivement l'alliance du P.C.F. avec la S.F.I.O. Faire le front unique à tout prix, c'est un principe du Parti. Quant à l'indépendance de l'Algérie, le Parti en est partisan, bien sûr, mais il considère que les nationalistes ont tort d'en faire un préalable à toute négociation : il faut des liens politiques entre la France et l'Algérie qui, tout de même, collaborent depuis plus de cent ans. Il ne saurait être question non plus de mener une lutte identique à celle que le Parti a mené contre la guerre d'Indochine, car, au Vietnam, les communistes étaient à l'avant-garde de la lutte de libération nationale, ce qui n'était pas le cas en Algérie.

Ce brouet eclectique, pimenté d'arguments de mauvaise foi empruntés à la propagande social-démocrate, ne pouvait suffire à satisfaire les communistes présents. La discussion l'a montré, puisque l'écrasante majorité des militants intervint contre la position défendue par Feix. Les uns posèrent des questions : de quelle nature peuvent être les liens politiques entre la France colonialiste et l'Algérie opprimée ? Pourquoi ne pas avoir voté au moins contre l'article 5 du projet de pouvoirs spéciaux (il s'agit de l'article ayant trait aux mesures militaires) ? etc., etc. D'autres avaient préparé de véritables interventions, au cours desquelles ils taxèrent d'opportunisme la politique du Parti et développèrent les éléments d'une véritable politique communiste : défense inconditionnelle de la lutte du peuple algérien, indépendamment de la structure politique du mouvement national, mobilisation des jeunes contre l'envoi du contingent. Aux questions comme aux critiques, Feix ne sut qu'opposer quelques bredouilllements sans cohérence, qui ne purent que confirmer les militants dans leur opposition.

IL FAUT ROUVRIRE LE DOSSIER MARTY.

Kossior, Ovseenko, Bela Kun, Rajk, deux Partis entiers, le polonais et le yougoslave, réhabilités !

Le militant ne peut pas ne pas se reporter à la fin de l'année 1952, au moment de l'exclusion d'André Marty.

Qu'on ne vienne pas dire qu'André Marty, lui, n'a pas été victime d'une machination. Il reste à le prouver ! On est frappé par l'analogie des procédés employés envers Tito et André Marty. L'un comme l'autre étaient des policiers, des agents de l'impérialisme. Pour l'un comme pour l'autre, les « preuves » de leur activité criminelle ont été produites : la Yougoslavie sous la terreur fasciste, Tito maréchal des traîtres, ont réuni toutes les accusations contre le P.C.Y. ; quant à l'affaire Marty elle fut l'objet de toute une littérature dans « l'Humanité » de la part de plusieurs membres du Bureau politique.

Ni le P.C.Y., ni André Marty n'ont eu la possibilité de s'expliquer devant tous les communistes. Leur défense ne fut jamais portée à la connaissance des militants.

En réalité, les procédés inqualifiables de l'ère stalinienne n'avaient pas d'autre but que d'entraver les libres discussions desquelles les directions redoutaient de ne pouvoir sortir victorieuses.

La troisième conférence du Parti Socialiste Unifié d'Allemagne vient de décider de revenir sur un certain nombre d'exclusions. Les trotskystes, qui furent les premières victimes de la bureaucratie et de Staline, s'en réjouissent comme ils se sont réjouis des réhabilitations du XX^e Congrès. C'est une voie sur laquelle devrait s'engager le Parti Communiste Français et pour commencer, il devrait « rouvrir le dossier Marty ». Il devrait considérer la défense qu'il a publiée dans un livre de presque quatre cents pages.

Cela dans l'intérêt même de l'organisation en laquelle les militants ne peuvent garder confiance que si la direction est capable de répondre honnêtement aux questions qu'ils posent.

LA SEMAINE DE « L'HUMANITE ».

Voici 3 ans, on entreprit, dans les colonnes de « l'Humanité », une discussion sur la diffusion. Voici quelques mois, une réunion du C.C. fut consacrée à « l'Humanité ». Nous voici maintenant dans la semaine de « l'Humanité ». Malgré ces efforts, le tirage reste stationnaire.

« l'Humanité » ne répond pas à une attente de ses lecteurs. Ceux-ci voulaient connaître les travaux du XX^e Congrès, aussi bien que l'ont été ceux du XIX^e. Mais pour connaître sans délai le discours de Mikoyan, il fallait acheter « Le Monde » ! Pour connaître les opinions des dirigeants communistes étrangers, il faut lire la presse bourgeoise ! Où chercher une rubrique anti-militariste pour les jeunes du contingent, dans de telles conditions, ou une définition du programme de Front Populaire ?

UN PEU DE MEMOIRE.

En hommage aux principes de direction collective, les membres du Bureau politique ont été invités à raconter leurs souvenirs. La chose est fort intéressante, elle le serait plus encore si un curieux cas d'amnésie collective n'avait lieu. Certaines périodes sont soigneusement évitées. Est-ce un hasard ? En tout cas, nombreux sont ceux qui eussent aimé que, par exemple, E. Fajon parle de son expérience au Bureau d'Information, et de ses contacts avec les communistes yougoslaves — ou que Feix précise les responsabilités des communistes Ministres dans le gouvernement qui organisa les massacres du Constantinien en 1945.

IL N'EST DE PIRE SOURD.

Il semble que, malgré les crimes de Staline, ce soit Béria l'auteur des « faux » anti-yougoslaves. Privé d'informations de bonne foi, le P.C. russe a été trompé... Admettons !

Mais le P.C. français s'est trompé lui aussi. Pourtant il ne manquait pas de possibilités d'information. A quelques minutes de la rue Le Peletier se trouvent les éditions yougoslaves où sont vendus journaux et brochures du P.C.Y. C'est sur des textes politiques qu'on juge une tendance. Ces textes, pourquoi ne pas les avoir lus et discutés collectivement ?

LES ORIGINES DU REFORMISME.

V. Michaut et Kanapa pourfendent Hervé. V. Michaut et Kanapa sont cultivés : au réformiste Hervé, ils trouvent un aïeul : Bernstein. Des marxistes ont pu facilement expliquer Bernstein en montrant que ses conceptions provenaient d'une pratique opportuniste de la social-démocratie allemande dans son ensemble. Ne peut-on chercher une origine identique au réformisme d'Hervé ?

Du nouveau dans l'Espagne franquiste

On sait que les syndicats en Espagne ne sont que des rouages de l'Etat policier de Franco, eux-mêmes policés pour mieux surveiller les ouvriers « syndiqués ».

Or, ces rouages grincent depuis un certain temps déjà, dû au fait que les travailleurs, bravant toute répression, exigent une augmentation de salaires substantielle pour ne plus se voir écrasés par cette chevauchée qu'est la montée des prix en Espagne.

Pour qu'on puisse se faire une idée tant soit peu approximative de l'écart existant entre les prix et les salaires, il suffit de dire que Giron, ministre du Travail, considérait « logique et prudent » un relèvement de salaires de 40 % dans certaines branches, et de 35 % dans d'autres. Franco a tranché en fixant leur augmentation à 20 % à partir du 1^{er} avril, et promis de les augmenter encore de 7,5 % en octobre prochain.

Du point de vue économique, cette augmentation de salaires apportera peu de chose aux travailleurs espagnols. En effet, avant que les nouveaux salaires n'arrivent, et à l'annonce de leur arrivée, voici que les prix se préparent déjà (histoire de **cerce infernal** propre au régime capitaliste) à reprendre de plus belle la course.

Mais d'un point de vue politique, ce relèvement de salaires, si mince soit-il, a une grande importance pour les travailleurs espagnols qui constatent une fois de plus que leur lutte, même si elle se voit « **concentrationnée** » dans les syndicats phalangistes, est la seule force qui peut faire reculer le régime de Franco.

Retenons encore un fait d'une importance exceptionnelle : Franco s'est en partie incliné devant les revendications économiques des travailleurs quelques semaines après que la jeunesse universitaire s'était, dans les rues de Madrid, dressée contre un Etat qu'elle n'hésite pas à qualifier de pourri ! Il est évident que devant cet assaut venant d'une jeunesse qui appartient pourtant à des couches de la petite bourgeoisie aisée, le Caudillo s'est pressé de relever les salaires ayant en vue que le mécontentement grandissant des masses travailleuses ne se voit encore stimulé par celui des étudiants.

La situation économique et politique en Espagne s'est dégradée à tel point qu'elle préjuge de nouvelles luttes de masses, luttes qui, cette fois-ci, se verront grandement favorisées par la décision du peuple marocain de se débarrasser du « protectorat » espagnol.

Cependant, le combat décisif des masses espagnoles pour mettre bas le régime franquiste s'avérera dur et peut-être long. L'armée de Franco, qui détient en Espagne le véritable pouvoir et constitue, avec l'Eglise catholique, le pilier des classes possédantes, est consciente de la situation et des développements révolutionnaires dont celle-ci est grosse. Mais la clique toute puissante des généraux ne se laissera pas démonter facilement. Elle se battra jusqu'à la dernière cartouche. Elle ne capitulerait avant — et encore elle le ferait sous des conditions lui permettant de conserver l'essentiel de ses privilèges — que dans le cas où les agents, conscients ou inconscients, de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier parviendraient à se faire écouter des masses révolutionnaires.

Espérons que le prolétariat espagnol, fort de ses nombreuses et riches expériences, retrouvera le chemin indépendant de classe et saura dans l'immédiat faire échec à ceux de ses dirigeants qui font déjà sonner le tocsin pour la « réconciliation des Espagnols » et « l'union nationale » dans la lutte contre le régime franquiste.

ABONNEMENT

1 AN : France 300 fr.
Etranger 500 fr.
Sous pli fermé .. 600 fr.

Envoyer le bulletin ci-dessus et régler par mandat ou en timbres-poste à « La Vérité des Travailleurs », 64, rue de Richelieu - Paris (2^e)

C.C.P. 6965-68 PARIS

NOM
Prénom
Profession
Adresse
Je vous adresse la somme de

Les répercussions du 20^e Congrès du P. C. Soviétique dans quelques partis communistes

« L'Humanité » ne publie rien de ce qui se passe dans les différents Partis communistes, à propos du 20^e Congrès du P.C. soviétique. Les déclarations de Togliatti, d'Ulbricht, de Pollitt, etc., n'ont pas droit de cité dans l'organe qui ne publie d'ailleurs pas le compte rendu du C.C. du P.C.F. lui-même. A plus forte raison n'y trouve-t-on pas de détails sur les réactions dans les rangs même des P.C.

En Grande-Bretagne

La perturbation a été si grande que le « Daily Worker » s'est purement et simplement contredit dans son numéro du 19 mars :

« Cette période de direction arbitraire, écrit-il, a eu pour résultat de très nombreuses erreurs et injustices. Elle a amené l'Union soviétique à ne pas être préparée contre l'attaque nazie. »

« Si la politique de Staline n'avait pas été réalisée, ajoute ce même numéro du « Daily Worker », l'Union soviétique serait plus tard devenue une victime facile des envahisseurs fascistes, et tout le cours de la dernière guerre eut été différent. »

Mais, ce qui est plus important, ce journal a reçu de très nombreuses lettres et il en a publié qui sont au plus haut point critiques :

« Pourquoi n'apprenons-nous pas une fois pour toutes la leçon que les communistes à Moscou (qui que ce soit et quoi qu'il dise) ne sont pas la source de toute la sagesse de ce monde et que nous pouvons et devons développer nos propres idées, en tant que marxistes créateurs pour notre propre compte. »

Une lettre portant quatre signatures déclare :

« Il apparaît que nous ne sommes pas à la hauteur de la situation et que nous prenons comme attitude que les fautes de Staline étaient des erreurs et des faiblesses humaines ordinaires dont il faut s'accommoder. S'il est vrai que des personnes innocentes ont été mises à mort par suite des faiblesses de Staline, alors nous devons dire tout à fait clairement que ces actions étaient injustifiables et indéfendables. L'assassinat de personnes innocentes est diamétralement opposé aux principes communistes et doit être condamné par les communistes partout. »

Italie

Les critiques avancées dans le 20^e Congrès du P.C. russe contre Staline, et tout particulièrement le rapport Khrouchtchev dénonçant en session secrète (secrète pour qui ?) les méfaits du culte de la personnalité, ont provoqué dans le P.C. italien une situation sans précédent, où la stupeur et la confusion se disputent pour ainsi dire la première place.

Les efforts de Togliatti pour minimiser la grosse affaire et expliquer le sens et la portée d'un rapport qui reste toujours secret pour la base du P.C., ne peuvent ne pas ajouter du malaise dans les rangs du Parti. Le souci actuel de Togliatti et les siens, c'est de fuir les véritables problèmes posés par la condamnation d'un passé tout récent lié au culte de Staline. Pour eux, la question primordiale a trait aux « nouvelles voies » conduisant au socialisme — notamment la « voie parlementaire ». Et de souligner que sur cette question « capitale », le P.C. italien a depuis des années pratiqué une politique entérinée aujourd'hui par Moscou.

Des travaux du C.C. et du groupe parlementaire communiste, qui ont eu à considérer les rapports et les décisions du 20^e Congrès, on ignore tout pour le moment... sauf que ces travaux ont été accompagnés de discussions parfois assez vives.

Celles-ci ne sont que le reflet de la situation de la base du Parti, où la confusion, si grande soit-elle à l'heure actuelle, prélude à une prise de conscience politique très importante d'un grand nombre de militants, nombre qui ira en s'accroissant. Leur esprit critique, qui somnolait sous la dalle stalinienne, s'est réveillé aussitôt qu'on a quelque peu bougé la dalle. Des propos, inconcevables il y a peu de temps, sont tenus par les cadres moyens et les militants les plus politisés du Parti : « Il faut que tout le monde puisse discuter librement dans le parti ; il faut penser avec sa propre tête ; assez des directives imposées d'en haut. » Et encore : « Pourquoi on ne nous a jamais mis préalablement au courant des décisions envisagées par nos dirigeants ? Pourquoi on nous a toujours placés devant le fait accompli ? » La soif de comprendre, le désir de trouver des explications autres que celles qu'on leur communique d'en haut, pousse ces militants et ces cadres à demander même quelle a été en réalité « l'affaire Béria » !

A côté de cela, on décèle encore dans la base

du Parti la survivance du stalinisme avec ses mythes. Mais il s'agit d'une survivance relevant plutôt d'un état d'esprit que d'un courant politique, et en tout cas d'une survivance inévitable, car le passé s'est toujours résisté aux coups d'éponge.

Cependant, ce ne seront pas les « états d'esprit » mais les idées dans leur confrontation qui pourront l'emporter dans le P.C. italien. Et si l'on tient compte que le stalinisme chez les ouvriers du Parti n'en était pas un dans la mesure où ils suivent la « ligne » parce que présentée toujours et en toute circonstance comme la seule ligne conduisant à la victoire du communisme, on peut conclure que les ouvriers « stalinien » rejoindront l'avant-garde marxiste révolutionnaire qu'accouchera inévitablement la crise actuelle du P.C. italien.

Allemagne Orientale

Le Congrès du S.E.D., survenant après le Congrès de Moscou, ne pouvait pas ne pas en refléter les conséquences. Ulbricht s'était empressé de renier Staline, de lui dénier une place parmi les classiques du marxisme, de lui attribuer d'énormes fautes en ce qui concerne la guerre contre le fascisme hitlérien. Néanmoins, il dut au cours du Congrès adopter encore une position défensive, et accepter d'être l'égal des autres militants, y compris de ceux venant de la social-démocratie.

A noter aussi les critiques violentes contre les infractions à la légalité. Fut nommément désignée Hilde Benjamin, ministre de la Justice, qui recourut à la répression la plus violente après le 17 juin 1953. Des libérations et des réhabilitations furent promises.

Etats-Unis

Selon George Blake Charney, dirigeant de la Fédération new-yorkaise du P.C. des Etats-Unis, les attaques faites à Moscou contre Staline ont provoqué plusieurs courants d'opinion parmi les communistes américains.

Certains veulent défendre Staline contre ces attaques. Un second groupe de militants veut détruire ce qu'ils appellent le « mythe de Staline ». Un dernier groupe tient à avoir une opinion équilibrée, reconnaissant les mérites et les faiblesses de Staline.

Une réunion d'environ 500 membres, à New-York, après avoir entendu un rapport à ce sujet, se trouva très partagée. Le rapporteur Charney déclara que le parti avait commis de « grandes fautes » dans le passé et promit « la plus libre discussion possible ». Il fut applaudi lorsqu'il déclara qu'à l'avenir les camarades ne seraient pas exclus ou sanctionnés de quelque façon lorsqu'ils persisteraient sur des positions personnelles.

Bien entendu, le rapporteur s'aligna sur les thèses du Congrès relatives aux voies parlementaires pour réaliser le socialisme aux Etats-Unis.

Les socialistes et le 20^e Congrès

En général, les leaders socialistes dans le monde ont été tout aussi incapables que les politiciens bourgeois de comprendre la signification du 20^e Congrès.

Toutefois, certains, intelligents, ont compris qu'ils pouvaient tirer profit du passage sur « les voies nouvelles du socialisme ».

Le premier, A. Bevan, appartenant à la direction d'un fort parti qui aspire à revenir au gouvernement par les élections parlementaires, déclara plus ou moins ouvertement aux communistes anglais : « A quoi bon votre Parti, si vous acceptez la thèse de Khrouchtchev ? »

Mais c'est Nenni, l'allié de si longues années du P.C. italien, qui s'est livré à une attaque en règle. Je vous ai toujours dit, déclare-t-il à ses amis du P.C. italien, que les méthodes staliniennes, les procès étaient dangereux (ce réformiste fieffé s'empresse d'ajouter un coup de plus aux révolutionnaires victimes de la terreur stalinienne qu'il n'a jamais défendus sérieusement) et maintenant vous battez en retraite d'une manière non moins déféctueuse. Puis, Nenni demande à Togliatti de ne pas se borner à parler des « voies nouvelles » en termes généraux. « Précisez votre position », exige-t-il, sachant que Togliatti se gardera bien de le faire et espérant, par suite, mordre sur les effectifs du P.C. italien.

L'intervention de Nenni à ceci de bon qu'elle aidera, bien malgré lui, à forcer Togliatti à sortir de l'équivoque où il veut se maintenir, prétendant rester révolutionnaire et l'être avec des moyens réformistes.

Pour un Premier Mai

de lutte anticapitaliste et antiimpérialiste

Une des conséquences les plus néfastes de la politique droitiste de la direction du P.C.F. se manifeste dans la politique actuelle de la C.G.T.

L'an dernier, c'était le 30^e Congrès de la C.G.T. On discutait revendications, programme. La direction de la C.G.T. se refusait à dépasser le niveau de revendications partielles, de catégorie ou d'industrie; elle déclarait attendre les événements pour voir quand il y aurait lieu de proposer un plan général. A l'époque, disait-elle, le rapport des forces entre le capital et les travailleurs ne le permettait pas.

Nous nous sommes à l'époque longuement exprimés à ce sujet. Nous avions dit, notamment, que le rapport des forces n'était pas celui que disait la direction de la C.G.T. et que l'orientation des organisations ouvrières contribuait aussi à changer ce rapport des forces. Nous ne reviendrons pas à ce sujet ici.

Au retour des vacances 1955, le gouvernement E. Faure, sentant le mécontentement des masses, s'efforça de trouver un moyen de se tirer d'une situation qui allait se détériorant et qui fut marquée par des luttes aussi importantes et ardentes que les grèves de Nantes et de St-Nazaire.

La plus grande manœuvre fut montée autour de contrats du type Renault. On donna aux ouvriers de menues concessions qui ne pouvaient tromper les travailleurs. Mais, à défaut d'un programme d'ensemble et la grande grève des travailleurs nantais ayant été « localisée » par toutes les centrales ouvrières, les ouvriers acceptèrent ces concessions, ne voyant aucun intérêt à engager une lutte pour des revendications comportant seulement de légères différences. Les ouvriers ne se lancent pas de manière irréfléchie dans des grèves. Ils comprennent qu'il y a un rapport entre les objectifs et les moyens de la lutte.

En outre, dans le dernier trimestre 1955, la situation se politisa considérablement et les revendications économiques cédèrent en partie le pas aux préoccupations politiques. Le tout culmina avec la dissolution de l'Assemblée et les élections du 2 janvier.

La polarisation qui s'y exprima, la nécessité pour la bourgeoisie de faire appel aux socialistes pour le gouvernement posèrent les questions revendicatives sous un aspect nouveau. « Le rapport des forces », il était difficile aux dirigeants de la C.G.T. de dire qu'il était défavorable. L'idée du Front populaire, développée par la direction du P.C.F. au cours de la campagne, impliquait que les revendications partielles s'intègrent dans un programme général.

Mais, à ce moment là, il ne fut plus question des déclarations passées, des résolutions anciennes. La recherche d'un front unique avec le P.S. devenait l'objectif n° 1, ce qui était en soi excellent, mais pour la direction du P.C.F. cette recherche impliquait l'alignement sur la politique de la direction socialiste, c'est-à-dire en fait l'alignement sur le gouvernement.

Celui-ci s'en tira, dans le domaine dit social, avec les trois semaines de congés payés, déjà largement accordés à la suite des mouvements depuis 1953, et l'établissement d'un Fonds de solidarité pour les vieux.

Et maintenant, plus rien pour l'année 1956,

déclare Guy Mollet qui connaît l'addition qui s'allonge chaque jour pour l'Algérie.

Comme la direction du P.C.F. ne veut faire nulle peine, même légère, au gouvernement Guy Mollet — lequel ne trouve plus comme défenseurs que « Le Populaire » et « l'Humanité » — la direction de la C.G.T. ne veut rien faire qui puisse gêner ce même gouvernement.

Les députés communistes ont voté les pouvoirs spéciaux. Parallèlement, la direction de la C.G.T. ne formule aucune revendication sérieuse, aucun programme.

On a tenu le récent Comité Confédéral National à Toulouse sous prétexte de célébrer le 20^e anniversaire de l'unité syndicale, en réalité, pour oublier les revendications parmi les festivités. La campagne de « l'Humanité » rappelant juin 36 a été abandonnée pour faire place à des souvenirs triturés des dirigeants stalinien.

On abandonne la révolution algérienne et on abandonne les revendications ouvrières.

En plein mois de préparation du Premier Mai, on ne voit rien pour alerter la classe ouvrière. Qu'on ne vienne pas nous dire à nouveau des balivernes sur le rapport des forces. Bien sûr, la classe ouvrière est abusée par la politique du gouvernement à direction socialiste et par le soutien du P.C. — et cela n'est pas favorable à des luttes, à des mouvements. Toutefois, malgré une telle situation, les récents mouvements de la R.A.T.P. — si particularisés qu'ils soient — montrent que la situation est riche de possibilités.

Mais pour que celles-ci se réalisent, il faut mettre un terme à ces « voies nouvelles » dans lesquelles la direction de la C.G.T. s'est engagée.

Le front unique, l'unité syndicale? Nul plus que nous ne les désire. Il n'y a pas tellement longtemps que nous les défendions contre la politique des dirigeants stalinien.

Pour comprendre l'histoire des 30 années falsifiées par Staline lisez :

LÉON TROTSKY

Ma Vie (nouv. éd. de la N.R.F.) 1.150 fr.

Ma Vie, édition abrégée 250 fr.

Histoire de la Révolution Russe

(2 vol.) 1.800 fr.

La Révolution trahie 600 fr.

Staline 750 fr.

Le programme de transition de la

IV^e Internationale.

ROSMER

Moscou sous Lénine 600 fr.

L'AFFAIRE MARTY

d'André MARTY

Le volume : 585 fr.

Envoyez vos commandes au S. E. L.

« LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS »

64, rue de Richelieu, Paris-2^e

C.C.P. 6965-68 PARIS

Pour la libération de Pierre MORAIN

lisez la brochure :

« Un Homme, une Cause,

Pierre Morain prisonnier d'État »

Prix de solidarité : 50 frs

Adresse : J. DANOS, Af. Int.

5, rue Lamartine, Paris

Mais le Front unique : c'est l'action des masses et non leur inaction, leur immobilisme engendré par les directions.

Pour un Premier Mai de front unique ouvrier, contre la politique de guerre du gouvernement socialiste, contre le soutien communiste à ce gouvernement.

Pour un Premier Mai de défense des travailleurs algériens et de défense des revendications des travailleurs.

Pour que l'anniversaire de juin 36 soit célébré par des mouvements qui ranimeront la volonté de combat des masses et porteront au pouvoir un véritable gouvernement ouvrier et paysan, un gouvernement des partis ouvriers, sur un programme anti-capitaliste et anti-impérialiste.

Effets du VI^e Congrès du Syndicat Renault

Les effets du 6^e Congrès du syndicat C.G.T. Renault tardent à se faire sentir. C'était pourtant le « chemin du succès » qui était tracé, paraît-il. C'est d'ailleurs ainsi que titrait le journal du syndicat présentant la résolution du Congrès.

L'objectif reste, bien sûr, l'augmentation des salaires. Celle-ci devra être une étape vers le retour au pouvoir d'achat de 1938 et sera déterminée par atelier et catégorie.

Ainsi, le refus formel de la part de la direction, du syndicat de mener une discussion pour la détermination d'une revendication précise, claire, uniforme par-dessus les frontières des catégories trouve son explication dans la volonté délibérée depuis septembre 1955 de ne pas engager une lutte d'ensemble ou tout au moins de la préparer. Et pourtant, toutes les manifestations des ouvriers tendent vers l'unification. Pendant le Congrès et après le Congrès, dans le cadre même de la décentralisation, les ouvriers des fonderies adoptaient des positions comme celles-ci :

... Les « couleurs » de l'atelier 61-50 demandent le même salaire que les « couleurs » du 61-41.

... Les mouleurs demandent le même salaire que les mouleurs Piper du 61-41.

... Les crameurs demandent le même salaire que les couleurs du 61-50.

... Les décocheurs du 61-57 demandent le même salaire que ceux du 61-41, etc., etc.

Peut-il exister meilleure démonstration de la volonté de coordination des ouvriers ?

Peut-on s'étonner que l'ensemble des militants réponde « avec les pieds » aux convocations à diverses réunions syndicales ? Si l'absentéisme est si large aujourd'hui, si le nombre de syndiqués était encore inférieur de 800 à celui de l'an dernier au début mars, à quoi cela peut-il tenir ?

A-t-on fait un examen sérieux des conséquences de la signature des accords du 15 septembre ? Rien. Néant.

L'unité a-t-elle progressé du fait de cet alignement sur les syndicats réformistes ?

Nullement.

L'ensemble des problèmes, XX^e Congrès, guerre d'Algérie, vote des pouvoirs spéciaux, signature de l'accord, tout cela pèse, pèse terriblement sur les militants.

Sans perspectives, c'est ainsi que se trouvent les militants. Une fois encore, il appartient aux ouvriers de montrer la voie aux « chercheurs » de succès par la seule voie de l'amélioration des méthodes organisationnelles.

Gouvernement ouvrier pour la paix en Algérie

(Suite de la page 1)

les directions ouvrières se sont conduites honteusement, ignoblement, parce qu'elles ont trahi, il n'y a pas d'autre mot.

Dans le Parti socialiste, en dehors des ministres, c'est le silence. Silence aux Jeunesses socialistes où seuls les vieux ont la parole. Silence, en dépit d'un malaise grandissant. Silence, parce que, dans le P.S. comme dans tout le pays, les opposants à la guerre d'Algérie ont été largement désorientés par l'attitude du Parti communiste.

Très nombreux sont les membres du Parti communiste qui condamnent le vote des pouvoirs spéciaux par les élus de leur Parti; ceux qui ne condamnent pas sont troublés au plus haut point par un vote qu'ils ne comprennent pas.

Les raisons de ce vote données par la direction du P.C.F. sont insoutenables.

Empêcher le glissement à droite? Mais, jamais un gouvernement dirigé par un Edgar Faure, un Pinay même, n'aurait osé s'engager dans une telle opération contre un vote des élus des deux Partis ouvriers! Pour faire sa sale besogne, la bourgeoisie avait besoin d'un chef du gouvernement socialiste appuyé par les communistes.

Assurer le front unique P.C.-P.S.? Mais le front unique, c'est l'action commune des ouvriers contre le capital, ce n'est pas le soutien commun par les deux directions d'une guerre colonialiste. Le vote des élus communistes a eu comme premier résultat d'affaiblir l'opposition dans le P.S., de désorienter des centaines de milliers de travailleurs qui atten-

daient des appels à l'action, d'abandonner de façon révoltante les travailleurs algériens en France qui manifestent seuls contre les forces de police et les C.R.S.

C'est à une véritable trahison, à une véritable provocation envers la classe ouvrière et les peuples coloniaux que s'est livrée la direction du P.C.F.

Sa seule « justification » aujourd'hui, ce sont les déclarations de Pineau et Guy Mollet en matière de politique internationale. Pour quelques mots qui ne feront ni chaud ni froid à Eisenhower et Foster Dulles, pour quelques mots qui seront vite oubliés, et pour des modifications temporaires inévitables de la politique impérialiste, ils ont poignardé la révolution algérienne. Si quelques membres du P.C.F. ont encore des doutes à ce sujet, qu'ils interrogent non seulement les Algériens membres du Parti communiste ou nationaliste, mais aussi un étudiant ou un ouvrier appartenant à un peuple colonisé quel qu'il soit. Noirs d'Afrique, Malgaches, Antillais, etc., tous sont unanimes: ils ont été trahis pour des raisons de diplomatie internationale dirigée contre les peuples coloniaux.

Les peuples des colonies ont été trahis. Mais en même temps, les travailleurs de France ont reçu un coup très dur. La réaction devient plus arrogante. Elle rêve de pouvoir prendre sa revanche sur les travailleurs. Faire faire la guerre à de jeunes travailleurs mobilisés et imposer un régime de baillon aux masses laborieuses de ce pays, elle sait qu'elle a fait des progrès sur cette voie.

Ajoutons encore que cette politique du P.C. a son

prolongement dans la C.G.T. où, dans les semaines de préparation au 1^{er} Mai, semaines traditionnelles de manifestations revendicatives, aucune campagne générale de revendications n'est menée.

Les directions ouvrières se sont plongées dans la boue, et il ne faut pas compter sur elles-mêmes pour redresser la situation. Mais la colère commence à gronder dans les organisations, et notamment dans le P.C.F. où les « voies nouvelles du socialisme » apparaissent comme le chemin du désastre. La volonté, la colère des masses peuvent se frayer un chemin dans les organisations. Elles peuvent stopper un cours de capitulation, de trahison. Cela ne sera pas aisé, il y a encore des bureaucrates bien retranchés après tant d'années de « culte de la personnalité », de votes unanimes, de fabrication de permanents dociles. Cela demandera un temps qui, hélas, sera utilisé par le capital et les colonialistes. Les conditions de la lutte sont rendues plus difficiles. Mais la volonté des masses peut prévaloir, elle l'emportera.

L'état du mouvement ouvrier en France est tel qu'il n'est malheureusement pas possible de susciter pour le moment une action de masses en dehors des grandes organisations: les groupes d'avant-garde sont trop faibles pour que des appels de leur part puisse mobiliser des masses. Mais leurs appels aux militants communistes et socialistes sont aujourd'hui entendus comme ils ne l'ont jamais été. L'efficacité de leur action passe aujourd'hui par un intense travail auprès des militants des grandes organisations pour qu'ils y secouent vigoureusement les Directions. Militants communistes et socialistes doivent engager la bataille dans leurs organisations politiques et syndicales pour exiger de celles-ci la lutte pour:

- l'abrogation immédiate des pouvoirs spéciaux;
- l'amnistie de tous les Algériens emprisonnés et condamnés et la légalisation de leurs organisations;
- l'amnistie des soldats emprisonnés et poursuivis, la libération des 5 de la caserne Richepense incarcérés à Fresnes;
- l'arrêt des poursuites contre « France-Observateur »;
- la rupture de la coalition des socialistes et des communistes avec les Partis bourgeois;
- la mobilisation des masses pour un gouvernement P.C.F.-P.S. sans ministres capitalistes, dont les premières mesures seraient:
- l'arrêt de la guerre;
- le retrait des troupes d'Afrique du Nord;
- l'expropriation des trusts;
- le droit de tous les peuples opprimés à disposer d'eux-mêmes

La presse bourgeoise fait un tintamarre d'autant plus assourdissant que « l'Humanité » est sans vigueur. Mais les forces réelles, les forces de classe ne peuvent pas ne pas entrer en ligne de compte. Les directions sont affaiblies en face des militants, de la base. Une action vigoureuse à la base rencontrera l'appui des travailleurs et bousculera la lâcheté des directions.

Exigez la libération de Minguet, Bouvet, Weill

(Suite de la page 1)

Le cas de l'arrestation de Janine WEILL est encore plus démonstratif. L'adresse qui portait son nom est celle de la boîte postale de la revue du Comité Exécutif de la IV^e Internationale « Quatrième Internationale ». Cette adresse était imprimée pendant des années dans chaque numéro de la revue. On peut imaginer le nombre de publications, de toutes tendances et de tous pays, qui y arrivent journellement (comme à la rédaction de tous les journaux et revues). Quoi de plus facile que d'y découvrir le journal nécessaire pour donner le prétexte à perquisitions et arrestations?

Notre camarade Pierre Frank, éditeur de la revue « Quatrième Internationale », membre du Secrétariat de la IV^e Internationale et de notre Bureau Politique, qui par une procuration postale officielle est titulaire de cette boîte postale, revendique d'ailleurs devant la police et la justice militaire la responsabilité de ce faux délit.

En réalité il s'agit pour le gouvernement de frapper un secteur de l'opinion dans l'espoir de l'intimider et de le faire taire. Il s'agit d'une opération politique. La futilité même du prétexte juridique en est la meilleure démonstration.

Le fait que lors des perquisitions des exemplaires d'un tract de notre parti a été saisi souligne ce caractère d'opération politique. Car ce tract était une lettre ouverte aux militants du Parti Socialiste et du Parti Communiste les appelant à s'opposer dans leur parti à la politique

de leurs dirigeants qui ont voté et appliquent les pouvoirs spéciaux. Il est aussi bien clairement démontré que le délit consiste à s'opposer à la politique du gouvernement.

Si le gouvernement frappe nos militants c'est avant tout parce que notre politique est à la pointe du combat contre la guerre menée contre la Révolution Algérienne. C'est pour nous un motif de fierté. Les trotskystes sont et combattent pour l'émancipation du prolétariat et des peuples asservis dans tous les pays du monde. C'est là notre programme et c'est pour cela qu'on nous frappe.

Mais nous attirons l'attention de tous les travailleurs sur le fait que le gouvernement espère, en frappant sur nous et sur d'autres courants d'avant-garde, obtenir un premier succès en s'attaquant à ceux dont les moyens matériels et organisationnels sont les plus limités. S'ils réussissent, il pourrait développer son offensive contre tous les militants ouvriers. Frapper les adversaires les plus intransigeants et obtenir un succès pour introduire l'intimidation dans le mouvement ouvrier, voilà les vraies raisons politiques de cette répression.

LECTEURS, SYMPATHISANTS, MILITANTS, OUVRIERS DE TOUTES TENDANCES, NOUS VOUS APPELONS A EXIGER AUPRES DE GUY MOLLET LA LIBERATION IMMEDIATE DE SIMONE MINGUET, BOUVET, JANINE WEILL ET D'ARRETER LES POURSUITES.

SOLIDARITE AUX VICTIMES DE LA REPRESSION COLONIALISTE!

ACTION CONTRE L'INTRODUCTION DE LA TERREUR CONTRE LE MOUVEMENT OUVRIER!

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

Abonnez-vous à La Vérité des Travailleurs

C. C. P. 6965-68 Paris

64, rue de Richelieu

Le Gérant : A. MARECHAL.
I.S.G., 9, rue Saint-Gilles
Diffusé par les N.M.P.P.